



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Session ordinaire 2019-2020

RM/JCS

P.V. ECEAT 06

**Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Energie et de
l'Aménagement du territoire**

Procès-verbal de la réunion du 06 décembre 2019

Ordre du jour :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 novembre et 27 novembre (après-midi) 2019
2. Présentation du Projet de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), suivie d'un échange de vues
3. Divers

*

Présents : Mme Semiray Ahmedova, M. Carlo Back, M. François Benoy, M. Eugène Berger, Mme Joëlle Elvinger, M. Georges Engel, M. Franz Fayot, M. Paul Galles, M. Max Hahn, Mme Martine Hansen, M. Aly Kaes, M. Fernand Kartheiser, M. Gilles Roth, M. David Wagner

M. Claude Wiseler, remplaçant M. Marco Schank

Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie

M. Patrick Jung, du Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

M. Olaf Münichsdorfer, M. Georges Reding, du Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire

Mme Rachel Moris, de l'Administration parlementaire

*

Présidence : M. François Benoy, Président de la Commission

*

- 1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 novembre et 27 novembre (après-midi) 2019**

Les projets de procès-verbal sous rubrique sont approuvés.

2. Présentation du Projet de Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), suivie d'un échange de vues

En vue de la préparation du débat de consultation qui aura lieu en séance publique le 19 décembre prochain, Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et Monsieur le Ministre de l'Énergie présentent la synthèse du projet de plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC), qui vient d'être approuvée ce matin même par le Conseil de Gouvernement. Pour rappel, l'établissement, par les États membres, de plans nationaux intégrés en matière d'énergie et de climat pour la période 2021-2030 est exigé par le règlement (UE) 2018/1999 sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat. Le PNEC illustre les politiques et mesures permettant d'atteindre les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030 ; il constitue une feuille de route qui sera mise en pratique par l'adoption de règlements et de programmes dans les domaines spécifiques.

Pour les détails exhaustifs de la présentation, il est renvoyé aux deux documents annexés au présent procès-verbal¹. Suite à cet exposé, il est procédé à un échange de vues dont il y a lieu de retenir ce qui suit :

- Madame Martine Hansen (CSV) se demande quel est le caractère exact du document PowerPoint qui vient d'être présenté aux membres de la Commission. S'agit-il du projet de PNEC qui sera transmis aux instances européennes ? L'oratrice regrette en l'occurrence l'absence de mesures concrètes. De la même manière Messieurs Paul Galles (CSV) et David Wagner (déi Lénk) expriment leur frustration, car aucune mesure concrète, aucun échéancier et aucune définition de compétences n'ont été présentés ; ils sont d'avis qu'ils ne pourront pas se préparer de manière efficace pour le débat de consultation à venir. Monsieur Claude Wiseler (CSV) aimerait également avoir en mains le document que le Gouvernement entend envoyer à Bruxelles, car c'est sur ce document – et non pas sur un résumé synthétique – que la Chambre doit se prononcer lors du débat de consultation. Tout en comprenant les critiques qui viennent d'être émises par certains députés, Madame et Monsieur les Ministres donnent à considérer que le document final, qui servira de base au débat du 19 décembre prochain, vient d'être discuté et approuvé par le Conseil de Gouvernement ce matin même et que quelques minimales adaptations doivent encore y être apportées avant qu'il ne puisse être publié. Ils ont cependant souhaité venir au plus vite présenter les grandes priorités du projet de PNEC aux députés avant d'organiser une conférence de presse. Le document final, qui contient des mesures concrètes, sera transmis à la Chambre des Députés dès le début de la semaine prochaine.
- Concernant les énergies renouvelables, Monsieur Aly Kaes (CSV) estime que si le Gouvernement souhaite atteindre le seuil de 25% d'énergies renouvelables dans la consommation d'énergie finale brute à l'horizon 2030, il sera alors nécessaire de multiplier les installations photovoltaïques et, pour cela, de simplifier les démarches administratives. Suite à des questions afférentes de Messieurs Fernand Kartheiser (ADR) et Gilles Roth (CSV), Monsieur Claude Turmes souligne que les estimations prévoient qu'il serait possible de produire quelque 19,6% d'énergies renouvelables au niveau national, le reste devant être acheté à l'étranger (5 à 6%). Il précise par ailleurs que la directive européenne relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables

¹ À noter que le premier de ces documents est distribué séance tenante aux membres de la Commission, tandis que le second a été diffusé le 10 décembre 2019.

prévoit explicitement de tels transferts, en partant du principe que tous les États membres n'ont pas les mêmes capacités à produire de l'énergie renouvelable sur leur territoire respectif.

- En ce qui concerne l'électromobilité et suite à des interventions de Messieurs Carlo Back (déi gréng) et David Wagner, Monsieur Claude Turmes informe qu'un plan « Électromobilité » détaillé sera prochainement élaboré et contiendra tous les détails relatifs au développement de ce type de mobilité (échancier, mise à niveau du réseau électrique, installation de bornes de chargement, mise à jour de l'avantage en nature des voitures de fonction, collaboration avec les communes, ...). Il précise que l'objectif du Gouvernement est d'atteindre 49% de voitures électriques dans le parc automobile national à l'horizon 2030.
- En ce qui concerne l'introduction d'une taxe-carbone, il est précisé qu'elle sera dans un premier temps fixée à 20 euros par tonne de CO₂ émise. Monsieur Paul Galles, sans émettre de jugement positif ou négatif sur cette taxe, souhaite obtenir des informations sur la façon dont elle a été fixée. Monsieur Gilles Roth aimerait quant à lui savoir ce que cette taxe signifiera concrètement pour le citoyen. Monsieur Fernand Kartheiser souhaite recevoir des informations sur la façon dont cette taxe devra être payée. Sans entrer à ce stade dans les détails, Monsieur le Ministre informe que deux éléments de taxation ont été retenus : le prix de la voiture à l'achat (un impôt sera fixé en tenant compte du fait que le choix d'achat d'un certain véhicule aura une conséquence sur le niveau d'émissions de CO₂ des 5 ou 10 prochaines années) et le prix du carburant à la pompe (augmentation des accises).
- Toujours concernant l'introduction d'une taxe-carbone et suite à plusieurs remarques et questions afférentes, Monsieur Claude Turmes explique qu'une ristourne sélective sera mise en place par le biais d'un crédit d'impôt. Ainsi, la moitié des rentrées financières récoltées grâce à ce nouvel impôt sera utilisée comme mesure de compensation sociale afin d'aider les personnes les plus démunies, qui seront proportionnellement plus impactées par ce nouvel impôt.
- Suite à une remarque de Monsieur Fernand Kartheiser relative à la taxation du diesel vendu aux camions, Monsieur Claude Turmes insiste sur l'importance de réduire le volume de carburant vendu aux camions en transit. Il est dans ce cadre important d'évaluer le différentiel de prix par rapport aux pays voisins.
- Suite à une remarque de Monsieur Paul Galles concernant les moteurs à hydrogène, Monsieur le Ministre est d'avis que l'hydrogène vert (à savoir provenant d'énergies renouvelables) semble être une alternative prometteuse. Des discussions visant à créer un marché européen de l'hydrogène ont d'ailleurs récemment été menées lors du Conseil « Énergie ».
- Suite à une intervention de Monsieur Paul Galles, Madame la Ministre donne à considérer que le projet de loi 1) relative au climat et 2) modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant institution d'un fonds pour la protection de l'environnement (doc. parl. 7508) a notamment pour objet de mettre en place plusieurs mesures horizontales dans le but de répondre à l'urgence climatique ; elle précise que les mesures de politique climatique doivent être régies par le principe de justice climatique, ainsi que par celui d'intégrité environnementale.
- Suite à des interventions de Messieurs Aly Kaes et David Wagner relatives à l'objectif d'atteindre 20% des surfaces agraires exploitées en agriculture biologique à l'horizon 2025, Madame Carole Dieschbourg informe qu'un nouveau plan d'action biologique, qui

sera présenté prochainement, incitera un maximum d'exploitations à passer à l'agriculture biologique, notamment par le biais d'aides publiques ciblées.

- Suite à une question de Monsieur Gilles Roth relative aux émissions de gaz à effet de serre engendrées par le transport maritime, Monsieur Claude Turmes donne à considérer que le pavillon maritime luxembourgeois fait partie du projet européen « Green shipping ».
- Monsieur Aly Kaes salue l'intention du Gouvernement de prolonger et d'élargir le Pacte Climat qui arrivera à échéance en 2020. Il critique cependant le fait que les petites communes rurales sont désavantagées financièrement, étant donné que les aides sont calculées proportionnellement au nombre d'habitants.
- Suite à une question afférente de Monsieur Paul Galles, Madame la Ministre donne à considérer que le « Nachhaltigkeitscheck » sera mis en œuvre dans le cadre de l'Agenda 2030. Pour rappel, il s'agit d'un outil d'évaluation interne des actes législatifs par rapport à leur impact sur le développement durable.

*

À la demande de Monsieur Claude Wiseler, une nouvelle réunion de préparation au débat de consultation est fixée le 17 décembre 2019 à 9h00.

3. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 7 janvier 2020

La Secrétaire,
Rachel Moris

Le Président,
François Benoy



Ambitiéis – Innovativ – Sozial gerecht



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire

Département de l'énergie

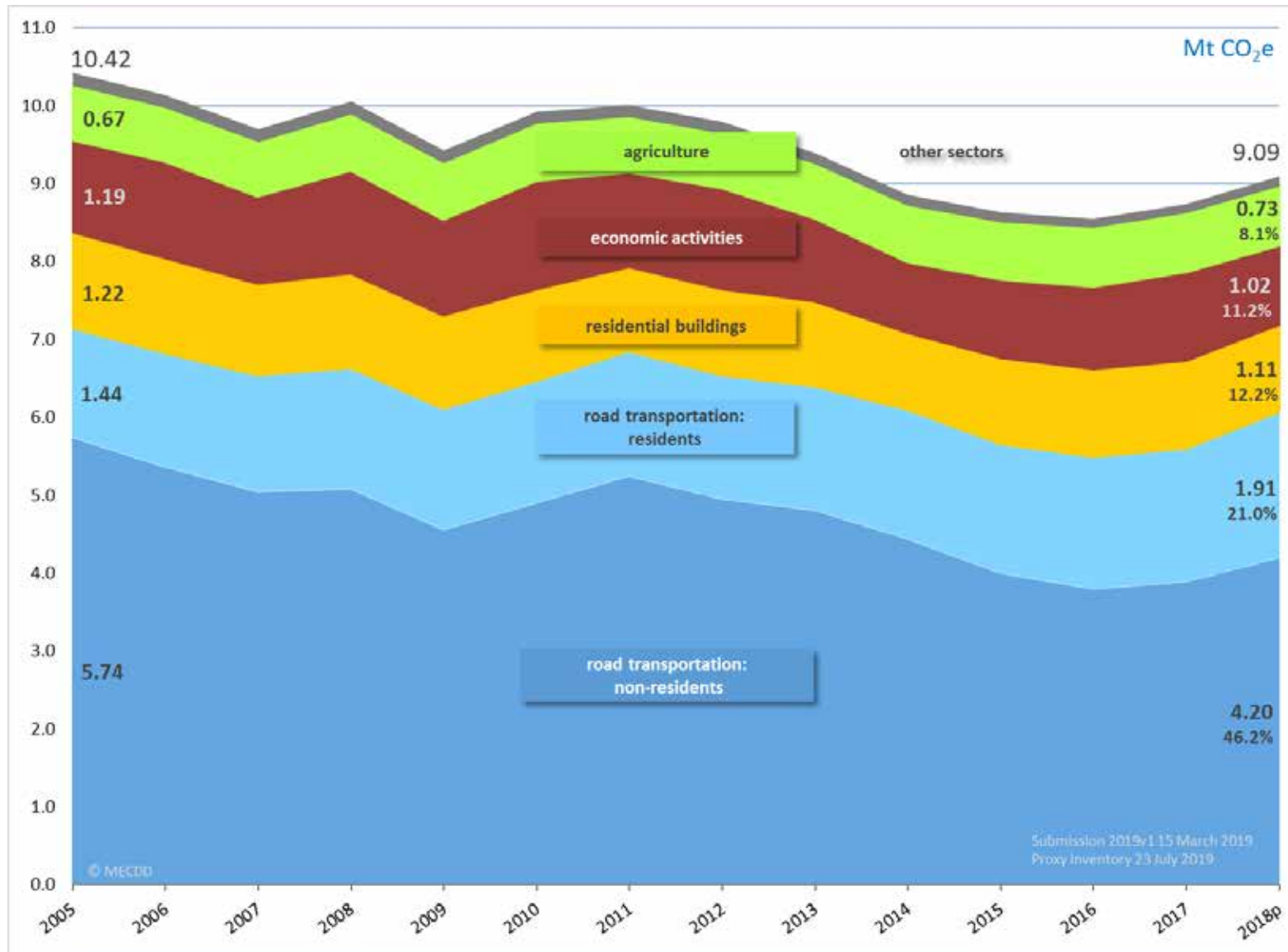


LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

CO₂ Emissionen pro Sektuer



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG





	2030
Émissions de gaz à effet de serre	objectif national : -55%
Efficacité énergétique	+40 - 44%
Énergies renouvelables	25%



- Ø Ambitiéis Ziler
- Ø Effikass Mesuren
- Ø Klimabonus-Hëllefprogrammer
- Ø Prinzip vum Pollueur-Payeur
- Ø Prinzip vun der Équité sociale



Industrie



13.0 %

Obligatioun fir op neien Industriegebäuer PV ze erméiglechen
Förderpaket Energieeffizienz

- De-Risking Instrument, Accord volontaire, EEO

Konsequenter Ausbau vun den erneierbaren Energien

- Aspeisetariffer, Ausschreibungen, Förderung vum Eegekonsum
- mëttelgrouss Geothermie, Wärmepumpen



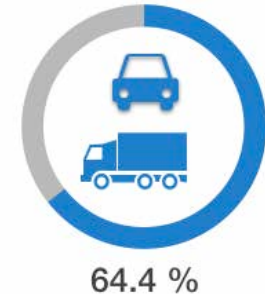
Ëmsetzung vum MODU 2.0

- Verkéiersvermeidung
- Konsequenten Ausbau vum öffentlichen Transport
- RGTR bis 2030 ganz op elektresch ëmstellen
- Gratis öffentlichen Transport

Schnellen Ausbau vun der Elektromobilitéit

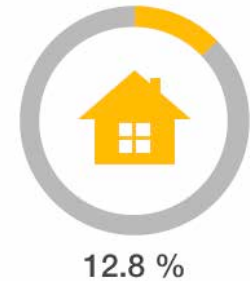
- Roadmap *Elektromobilitéit*
- Prime “clever fueren”
- Iwwerschaffen vun de steierlechen Virdeeler beim Leasing
- Reform vun der Autossteuer
- Grénge Waasserstoff

Reduktioun vun der Vente vun Diesel





Gebaier



Aféierung vun enger Energieklass A+ fir nei Wunngebaier

“ Nearly Zero Energy Standard ” fir Zweckgebaier

Ambitiéis Renovéierungsstrategie

Extraprogramm fir d'Renovatioun vu geschützten Haiser

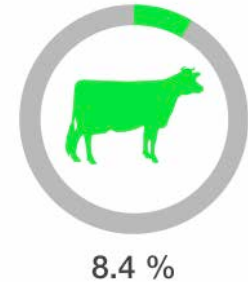
Masutt-Ausstiegsprogramm – Méi Fërderung an méi Berodung

Konsequenten Ausbau vun den erneierbaren Energien

- Solarverpflichtung bei Neibau, Aspeisetariffer, Ausschreibungen, Fërderung vum Eegekonsum
- mëttelgrouss Geothermie, Wärmepumpen



Land- a Forstwirtschaft



Strategie zur Reduzéierung vu Methanemissiounen
Nohalteg ressourcëschoonend Ubaumethoden
Reduzéierung Stéckstoffdüngung op Ackerland a Gréngland
20% Biolandwirtschaft bis 2025
Innovatioun a Weiderentwécklung vun der Berodung
Nohalteg Gérance vun eise Bëscher
Vermeidung vu Liewensmëttelverschwendung



Offall an Ofwaasser

Null Offall Strategie Lëtzebuerg

Strategie fir Klärschlamm

Wärmeauskopplung Müllverbrennung

Kreeslafwirtschaft



Mir hëllefen Iech konkret

Reform PRIME House

Ausbau vun de Förderprogrammer fir emissiounsfräi Mobilitéit

Förderprogrammer fir de Schutz vun eise Bëscher

Ënnerstëtzungsprogrammer fir d'Industrie

Klimaschutzprogrammer fir d'Landwirtschaft



“ Pollueur-Payeur ” finanziert Transition

Startpreis CO₂ pro Tonne : 20€

Regelmäßigste Erhöhungen bei Bedarf Anpassungen

Gezielt soziale Entlastung in der fiskalen und sozialen Mobilität am Sinn von der “équité sociale”

	2021	2022	2023
Preis CO ₂ pro Tonne	20€	25€	30€



D'Recettë vum CO₂ Mindestpräis gi gezielt genotzt fir :

Finanzéierung vun der ökologescher an energetescher Transitioun

Geziilt sozial Entlaaschtung iwwer fiskalesch a sozial Moosnamen am
Sënn vun der “équité sociale”



PV-Programm fir Gebaier vum Bâtiments publics

Deep Renovation an zousätzlech Energieeffizienzprogrammer fir staatlech Gebaier

Luxembourg LED 2025 Initiative

Effiziente Management vum Autofuerpark

Nohaltegen Akaf

Klimafrëndlech Schoulen

Klimapakt 2.0

Merci pour
votre attention!



Ambitiéis – Innovativ – Sozial gerecht

Überblick über den integrierten Nationale Energie- und Klimaplan

Luxemburg, 6. Dezember 2019



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Énergie et de
l'Aménagement du territoire
Département de l'énergie



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable

1. Einleitung

Der integrierte Nationale Energie- und Klimaplan ist ein neues Planungs- und Monitoringinstrument der EU und ihren Mitgliedstaaten. Er soll zu einer verbesserten Koordinierung der europäischen Energie- und Klimapolitik beitragen und ist das zentrale Instrument, um die EU-2030-Ziele für erneuerbare Energien und Energieeffizienz umzusetzen. Grundlage ist die EU-Verordnung über das Governance-System der Energieunion (Governance-Verordnung). Sie sieht vor, dass jeder EU-Mitgliedstaat für den Zeitraum 2021 bis 2030 einen NECP erstellen muss.

Das am 12. Dezember 2015 einstimmig beschlossene Pariser Abkommen hat eine neue Grundlage für den globalen Klimaschutz geschaffen. Im Mittelpunkt des Pariser Abkommens steht das Ziel, die globale Erderwärmung gegenüber dem vorindustriellen Niveau auf deutlich unter 2 Grad Celsius zu begrenzen und die Bemühungen um eine Begrenzung auf 1,5 Grad Celsius fortzusetzen. Es besteht ein breiter wissenschaftlicher und politischer Konsens darüber, dass die derzeitigen Beiträge, einschließlich der Beiträge der Europäischen Union, unzureichend sind und viele Zeichen auf eine beschleunigte und unwiderrufliche globale Erwärmung hindeuten. Der kürzlich veröffentlichte IPCC-Bericht zeigt das Ausmaß der Herausforderung und die Dringlichkeit zu handeln.

Auf der Ebene der EU-Kommission hat der neue IPCC Bericht zu einer Korrektur nach oben des Klimazieles der EU im Jahr 2030 geführt. Die neue EU-Kommissionspräsidentin, Ursula von der Leyen, hat sich für ein Ziel von 50-55% Reduktion 2030 ausgesprochen, und der designierte Vize-Präsident und Klima- und New Green Deal-Kommissar Frans Timmermans wird in Kürze ein Klimagesetz mit neuen Maßnahmen vorlegen. Auch wird die Europäische Investitionsbank derzeit zu einer Klimabank umgebaut. Luxemburg wird die Europäische Kommission weiterhin ermutigen, eine glaubwürdige und umfassende Strategie für ein "Netto-Null-Emission"-Europa bis spätestens 2050 einzuführen, und sich auch weiterhin für eine Politik des Verzichts auf die Förderung von Atomkraft, Kohle, Fracking sowie die Abscheidung und Speicherung von Kohlendioxid einsetzen. Das Ziel der Regierung einer 55% Reduktion der Klimagase bis 2030 entspricht hohen Ambitionen von Luxemburg.

Man ist sich im Klaren, dass hinsichtlich der im Pariser Klimaabkommen aufgeführten Herausforderungen und deren Bewältigung ein immenses Investitionsvolumen nötig sein wird. Um die Ziele von Paris zu erreichen, benötigt alleine Europa in den kommenden zehn Jahren zusätzliche Investitionen von rund 260 Milliarden Euro jährlich.¹

Die Finanzierung dieser Investitionen kann unter anderem durch grüne Anleihen getätigt werden. Im Jahr 2007 notierte die luxemburgische Börse die erste (jemals) auf den Markt gebrachte grüne Anleihe. Seitdem ist unsere Börse führend in dieser Anlageklasse. Heute sind mehr als 160 Green Bonds gelistet. Die Emittenten reichen von Staaten, Entwicklungsagenturen und - Banken bis hin zu Finanzinstituten und Unternehmen.

Die große Herausforderung der Energiepolitik wird darin bestehen, viel schneller als bisher aus den fossilen Energien wie Kohle, Öl und Gas auszusteigen. Bei der Umsetzung der Politiken ist der Bereich der Energieeffizienz nach dem Prinzip der „energy efficiency first“ als prioritär anzusehen, gefolgt von einem verstärkten und konsequenten Ausbau der erneuerbaren Energien sowie einer Mobilität, die die

¹ Angaben der EU-Kommission

Abhängigkeit von PKW und LKW reduziert und die verbleibenden PKW und LKW auf elektrischen Antrieb oder Wasserstoffantrieb umstellt.

Vor diesem Hintergrund hat die aktuelle Regierung im Rahmen des neuen Koalitionsabkommens 2018-2023 beschlossen „...alles zu unternehmen, um diesem [Pariser] Abkommen nachzukommen und den Erkenntnissen des Sonderberichts des Zwischenstaatlichen Ausschusses für Klimaänderungen (IPCC) von 1,5 Grad Celsius Rechnung zu tragen.“ Der integrierte nationale Energie- und Klimaplan definiert den Rahmen für die luxemburgische Energie- und Klimapolitik bis 2030.

Die Energiewende wurde in den letzten Jahren bereits in Luxemburg angegangen und ist Teil des 2015 begonnenen Prozesses der „Dritten Industriellen Revolution“, dessen Grundsteine aus der Energieeffizienz bei den neuen Gebäuden, der massiven Entwicklung der erneuerbaren Energien und ihrer Einbindung in das Energienetz, der Entwicklung dezentraler Energiespeicherung, der Digitalisierung der Energienetze sowie der Verwendung nachhaltigerer Verkehrsmittel bestehen. Die Luxemburger Regierung beabsichtigt die bereits eingeleitete Energiewende weiter zu beschleunigen. Dabei stellen die Verbesserung der Energieeffizienz, die Förderung erneuerbarer Energien sowie die Förderung einer nachhaltigeren öffentlichen und individuellen Mobilität die wesentliche Grundlage der Klima- und Energiepolitik dar. Luxemburg möchte sich proaktiv an der europäischen Energiewende beteiligen und Luxemburg zu einem Land der „climate solutions“ machen.

Das vorliegende Dokument soll einen Überblick über die im integrierten nationalen Energie- und Klimaplan aufgelisteten Ziele und Maßnahmen liefern.

2. Nationale Ziele

Hinsichtlich der Vereinbarkeit mit dem in Artikel 2.1.a des Pariser Klimaabkommens verankerten Ziels, strebt Luxemburg auf nationaler Ebene an, die THG-Emissionen für die Sektoren außerhalb des Emissionshandels um 55% bis zum Jahr 2030 im Vergleich zum Referenzjahr 2005 zu vermindern.

2.1. Erneuerbare Energien

Luxemburg verfolgt das Ziel, den Anteil erneuerbarer Energien von 11% im Jahr 2020 auf 25% bis zum Jahr 2030 anzuheben.

2.2. Energie Effizienz

Luxemburg strebt für das Jahr 2030 eine Reduktion der Endenergienachfrage von 40-44% gegenüber der EU-Primes Baseline-Entwicklung (2007) an.

Mögliches Zielszenario (Schätzung) als Grundlage zur Ausarbeitung der Sektorziele (RGD) wie im Klimagesetz vorgesehen

	INVENTAR		ZIELSZENARIO		
EMISSIONEN in kt CO₂äq	2005		2020	2025	2030
Gesamte non-ETS Emissionen	10 421.4		7 677	6 032	4 726
Energiebedingte non-ETS Emissionen	9 607.7		6 787	5 262	4 095
Private Haushalte	1 215.5		933	685	418
Gewerbe, Handel, Dienstleistungen	419.1		403	287	172
Industrie und Energiewirtschaft	705.3		321	245	187
Verkehr	7 187.6		5 077	4 004	3 289
Sonstige und diffuse Emissionen	80.2		53	42	29
Nicht-energiebedingte non-ETS Emissionen (Landwirtschaft, industrielle Prozesse und Abfall)	813.7		890	770	632

Um das oben aufgezeichnete Zielszenario zu erreichen braucht man unter anderem folgende Maßnahmen:

Private Haushalte: Reduktion der CO₂-Emissionen durch die Kombination von Einführung des A+ Standards für Wohngebäude, ambitionierte Renovierungsstrategie, Extraprogramm für den Ersatz von fossilen Heizungen durch erneuerbare Energien oder den Anschluss an Wärmenetze.

Gewerbe, Handel, Dienstleistungen: Reduktion der CO₂-Emissionen durch die Kombination von Einführung des neuen Nearly-Zero-Energy Standards für Nichtwohngebäude, eine ambitionierte Renovierungsstrategie, Extraprogramm für den Ersatz von fossilen Heizungen durch erneuerbare Energien oder den Anschluss an Wärmenetze

Industrie und Energiewirtschaft: CO₂-Reduktionen in der Industrie durch zusätzliche Energieeffizienzmaßnahmen (EEO, Derisking, Accord volontaire, ...), sowie Ausbau von Erneuerbaren Energien (Wind, Solar, Biomasse) und Reduktion des Anteils von Gas in den Wärmenetzen durch Nutzung von Abwärme oder erneuerbaren Energiequellen.

Verkehr: Reduktion der CO₂-Emissionen im Verkehr durch Umsetzung des Modu 2.0 (Verkehrsvermeidungsmaßnahmen, sowie massiver Ausbau des öffentlichen Transportes), durch den schnellen Ausbau der Elektromobilität bei Pkw, Kleintransporter sowie Bussen, durch die Reform der Autosteuer, und durch die Reduktion des Dieselverkaufs an Transit-Lkw.

Landwirtschaft: Reduktion der Treibhausgasemissionen durch die Strategie zur Reduzierung von Methanemissionen, die Reduzierung der Stickstoffdüngung auf Acker- und Grünland und 20% Biolandwirtschaft bis 2025.

Industrielle Prozesse: Reduktion der Treibhausgasemissionen durch Steigerung der Energieeffizienz sowie den gezielten Ersatz der in diesen Industrien vorkommenden nicht-CO₂ Treibhausgasen wie halogenierte Kohlenwasserstoffe.

Abfall: Reduktion der Treibhausgasemissionen durch die Zero Waste Strategie Luxemburg sowie die Strategie für Klärschlamm.

Mögliches Zielszenario im Bereich erneuerbare Energien

Quelle: Berechnungen Fraunhofer / IREES / TU Wien / Consentec

Energieerzeugung, Technologiedetails		<u>2020</u>	<u>2025</u>	<u>2030</u>
Stromsektor				
Biogas	GWh	56	70	93
Biomasse	GWh	192	228	271
Wasserkraft	GWh	93	97	100
Photovoltaik	GWh	197	786	1 112
Windenergie	GWh	211	382	674
EE-Strom, gesamt	GWh	748	1 563	2 251
Wärmesektor				
Biomasse & Biogas, netzgekoppelt	GWh	589	625	676
Biomasse, dezentral	GWh	883	1 084	1 263
Solarthermie	GWh	58	115	190
Wärmepumpen	GWh	95	207	422
EE-Wärme, gesamt	GWh	1 626	2 030	2 551
Verkehrssektor				
Biokraftstoffe, gesamt	GWh	1 632	1 563	1 485
EE-Energieeinsatz, gesamt (national)	GWh	4 006	5 156	6 287
EE-Anteile, sektoral		<u>2020</u>	<u>2025</u>	<u>2030</u>
EE-Anteil Stromsektor	%	11.9%	23.5%	33.6%
EE-Anteil Wärmesektor	%	13.7%	19.9%	30.5%
EE-Anteil Verkehrssektor	%	11.3%	18.4%	25.6%
Beimengungsanteil Biokraftstoffe	%	7.5%	8.8%	10.0%
EE-Anteil, gesamt - nationale				
Erzeugung / Verbrauch	%	9.4%	13.9%	19.6%
EE-Anteil, gesamt - inkl. EE-				
Kooperation	%	11.8%	17.6%	25.0%
EE-Kooperation				
EE-Kooperation Energiemengen	GWh	1 000	1 374	1 748

Mögliches Zielszenario im Bereich Energieeffizienz

Quelle: Berechnungen Fraunhofer / IREES / TU Wien / Consentec

Energieeffizienzmassnahmen	2020	2025	2030
Kumulierte Energieeinsparungen in GWh			
Private Haushalte (HH)			
<i>HH Ordnungsrecht Neubau</i>	283	647	834
<i>HH Ordnungsrecht Altbau</i>	157	348	532
HH Ordnungsrecht	439	995	1 366
<i>HH Förderung der Gebäudehülle</i>	183	530	944
<i>HH Förderung der Heizsysteme</i>	207	459	702
Summe Private Haushalte	829	1 984	3 013
Industrie			
Summe Industrie	235	514	863
Gewerbe, Handel, Dienstleistungen (GHD)			
<i>GHD Ordnungsrecht Neubau</i>	150	217	270
<i>GHD Ordnungsrecht Altbau</i>	296	378	443
GHD Ordnungsrecht	446	595	713
<i>GHD Förderung</i>	85	156	273
Summe Gewerbe, Handel, Dienstleistungen	531	751	986
Verkehr			
<i>Verkehr Kraftstoffsteuererhöhung</i>	1 162	3 942	6 879
<i>Verkehr Flottenänderung</i>	212	423	567
<i>Verkehr E-Mobilität</i>	330	1 630	2 171
Summe Verkehr	1 704	5 995	9 618
Gesamtsumme	3 299	9 243	14 481

Klimaschutz, Haushalts- und Sozialpolitik

Im Folgenden werden die Grundprinzipien und die nationalen Ziele, die dem integrierten nationalen Energie- und Klimaplan zu Grunde liegen, sowie die horizontalen und sektoralen Maßnahmen beschrieben.

Die Budgetierung der im integrierten nationalen Energie und - Klimaplan enthaltenen Maßnahmen erfolgt im Einklang mit dem haushaltspolitischen Pfad und den Regeln des Stabilitäts- und Wachstumspakts. Nationale Maßnahmen, aufgrund ihrer positiven Nebeneffekte (Luftqualität, Arbeitsplätze), stehen im Vordergrund. Klimaschutz ist eine der dringlichsten Aufgaben der Menschheit. Unsere nationalen und internationalen Verpflichtungen zum Klimaschutz genießen dementsprechend auch haushalts- und finanzpolitisch eine hohe Priorität. Es sind wichtige Investitionen im Interesse der kommenden Generationen.

Maßnahmen mit einer direkten Wirkung auf die öffentlichen Finanzen werden, wie alle Investitionsausgaben, einer mehrjährigen Haushaltsplanung unterliegen. Sie werden ebenfalls einer qualitativen Bewertung ihrer Auswirkungen auf den Staatshaushalt in Bezug auf Einnahmen und Ausgaben sowie ihrer Wirksamkeit in Bezug auf die nationalen Ziele im Bereich der Verringerung der Treibhausgasemissionen, der Verbesserung der Energieeffizienz und des Ausbaus der erneuerbaren Energien unterzogen. Hierbei werden auch die positiven Nebeneffekte (Luftqualität, Arbeitsplätze) berücksichtigt.

Die Klimakrise ist zugleich auch eine soziale Krise: sozial schwache Menschen sind ungleich stärker betroffen von der Klimakrise als sozial besser gestellte. Sowohl geographisch (Nord-Süd-Gefälle) als auch innerhalb der Gesellschaften gibt es eine Diskrepanz zwischen reicheren und ärmeren Menschen.

Die Regierung ist sich bewusst, dass sie die Menschen mitnehmen im Kampf gegen den Klimawandel. Die Akzeptanz des Klima- und Energieplans wird nur mittels einer gerechten Entschädigung der sozial schwächeren Schichten unserer Gesellschaft stattfinden. Deshalb werden die Maßnahmen des Klimaplanes auf ihre soziale Gerechtigkeit geprüft und gegebenenfalls Entschädigungen für betroffene Bürger vorgesehen. Dieses wichtige Prinzip ist auch im Einklang mit der Vorlage des Klimagesetzes und ist leitend in der Klimapolitik der Regierung.

Die im integrierten nationalen Energie- und – Klimaplan enthaltenen Maßnahmen die beschlossen und bereits in einem Gesetz oder großherzoglichen Reglement enthalten sind, sind im Haushaltsentwurf für das Jahr 2020 und in der Mehrjahresplanung berücksichtigt.

Es versteht sich von selbst, dass die neuen im integrierten nationalen Energie- und Klimaplan enthaltenen Maßnahmen im Haushaltsentwurf für das Jahr 2020 noch nicht ihren Niederschlag gefunden haben, da dieses Gesetz bereits am 14. Oktober dieses Jahres im Parlament hinterlegt wurde.

Wissend, dass die Umsetzung besagten Plans Ausgaben verursacht sollte man die eventuellen Einnahmen die aus einer CO₂-Bepreisung hervorgehen könnten nicht außer Acht lassen.

Die im Plan aufgeführten steuerlichen Maßnahmen werden vor ihrer endgültigen Verabschiedung im Rahmen der Verhandlungen zur Steuerreform eingehend analysiert.

Horizontale Maßnahmen

1) Klimagesetz - Zesumme fir de Klimaschutz

Mit dem Ziel der Klimapolitik, eine Rechtsgrundlage im Einklang mit dem Pariser Klimaabkommen zu schaffen, hat die Regierung entsprechend der Koalitionsvereinbarung im Herbst 2019 einen Entwurf eines Klimagesetzes vorgelegt. Der Gesetzesentwurf ist darauf ausgerichtet, den Rahmen der nationalen Klimapolitik zu stärken, um somit insbesondere ein koordiniertes und integriertes Vorgehen zwischen allen betroffenen Akteuren, Ebenen und Sektoren, sowie eine bessere Kohärenz bei der Umsetzung, zu ermöglichen. Der Entwurf besteht aus drei Hauptteilen.

Der Gesetzesentwurf richtet einen institutionellen Rahmen für die Klimapolitik ein. Er wird neben den Grundsätzen und Zielen die Governance-Struktur der Klimapolitik festhalten.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EU) 2018/1999 wird außerdem die Vorgehensweise für die Verabschiedung und Aktualisierung des integrierten nationalen Energie- und Klimaplan, der Langfrist-Strategie zur Minderung der Treibhausgasemissionen sowie der Anpassungsstrategie an den Klimawandel festgelegt. Das Gesetz setzt ebenfalls die Richtlinie (EU) 2018/410 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. März 2018 zur Änderung der Richtlinie 2003/87/EG zwecks Unterstützung kosteneffizienter Emissionsreduktionen und zur Förderung von Investitionen mit geringem CO₂-Ausstoß und des Beschlusses (EU) 2015/1814 (EU-ETS Richtlinie) um.

2) Klima-Fördermaßnahmen

Voraussetzung einer erfolgreichen Klimapolitik sind wirksame Maßnahmen zur Emissionsminderung. Obwohl jeder einzeln Verantwortung trägt, ist „Klimapolitik“ nur dann erfolgreich, wenn die Politik die Richtung angibt, die notwendigen Rahmenbedingungen herstellt und somit allen Akteuren konkrete Alternativen so einfach wie möglich macht. Deshalb werden verstärkte Anreizmechanismen durch verbesserte Förderprogramme geschaffen.

Folgende bestehende Maßnahmen werden weitergeführt und verbessert:

- Das Förderprogramm PRIME House bietet Investitionsbeihilfen zur energetischen und nachhaltigen Renovierung von Wohngebäuden sowie entsprechender, qualifizierter Energieberatung, zum Bau nachhaltiger Wohngebäude und zum Einsatz erneuerbarer Energien (PV-Anlagen, solarthermische Anlagen, Wärmepumpen, Holzpellet- und Holzhackschnitzelheizungen).
- Zusätzlich zum Förderprogramm PRIME House wird die energetische und nachhaltige Renovierung von Wohngebäuden über zinsreduzierte bzw. – zur Unterstützung einkommensschwacher Haushalte – zinslose Darlehen unterstützt (Klimabank).
- Das Programm „cleverfueren“ fördert die Anschaffung von Elektrofahrzeugen, Elektromotorrädern und Fahrrädern über direkte Zuschüsse.
- Die Förderprogramme für die Verbesserung des Schutzes und der nachhaltigen Bewirtschaftung der Waldökosysteme gewährleisten eine nachhaltige Holzproduktion, eine Verbesserung des Pflegezustandes der Wälder und eine Anpassung unserer Wälder an den Klimawandel. So sorgen Staat, Gesellschaft und Waldbesitzer gemeinsam dafür, dass wir auch in Zukunft stabile, gesunde, klimatolerante und artenreiche Wälder in Luxemburg haben.

- In der Industrie sowie bei den kleinen und mittleren Unternehmen werden die bestehenden Instrumente von den zuständigen Ministerien weitergeführt und ausgebaut. Die freiwillige Vereinbarung und die Energieeinsparverpflichtung werden weiterentwickelt und dienen weiterhin als wichtige Eckpfeiler für zukünftige Effizienzanstrengungen.

Neue Maßnahmen werden bestehende Förderprogramme ergänzen:

- In Bezug auf die Effizienzanstrengungen von kleinen und mittleren Unternehmen werden neue Instrumente geschaffen wie ein De-Risking Instrument und eine Transparenzplattform für Audits, um sowohl die Hürden bei der Finanzierung zu überwinden als auch eine verbesserte Übersicht und Identifizierung von Energieeffizienzmaßnahmen zu erlangen.
- Für die Landwirtschaft werden von den zuständigen Ministerien Klimaschutzprogramme (Methanstrategie, Klimacheck, ...) erarbeitet.

3) Mindestpreis für CO₂ – Einführung des „Pollueur-Payeur“ Prinzips

Neben dem auf EU-Ebene vor mehr als 10 Jahren eingeführten Emissionshandelssystem für die Industrie, spielt die CO₂-Bepreisung als kosteneffizientes Instrument zur Minderung von Treibhausgasemissionen bereits in vielen EU-Mitgliedsstaaten eine wichtige Rolle.

Luxemburg wird nach diesem Vorbild mit der anstehenden Steuerreform einen CO₂-Mindestpreis einführen und diesen im Einklang mit den Zielen des Pariser Klimaabkommens kontinuierlich anpassen. Als Einstiegspreis wird der Mittelwert der CO₂-Bepreisung in unseren Nachbarländern angestrebt. Das bedeutet für das Jahr 2021 ungefähr einen CO₂-Preis von etwa 20 Euro pro Tonne CO₂. Dies macht zum Beispiel für Diesel Treibstoff pro Liter circa 5 ct aus. Für die Jahre 2022 und 2023 ist jeweils eine Erhöhung von 5 Euro pro Tonne geplant. Dies entspricht ungefähr 1,5 ct pro Liter Diesel Treibstoff. Die weiteren Ausführungsbestimmungen für einen dynamischen CO₂-Preis werden im Rahmen der Vorbereitungen der angesetzten Steuerreform ausgearbeitet. Dabei wird geprüft, ob eine Staffelung des CO₂-Preises vorgenommen wird.

Die sozialverträgliche Umsetzung des CO₂-Preises wird durch eine gezielte Verwendung der Einnahmen gewährleistet. Für das Jahr 2021 kann man auf Basis der jetzt bekannten Daten mit Einnahmen von ungefähr 150 Millionen Euro ausgehen. Diese werden in einem ausgewogenen Maß (d'une manière équilibrée) für konkrete Klimaschutzmaßnahmen und gezielte soziale Entlastungen über fiskalische (z.B. Steuerkredit) und soziale Maßnahmen im Sinne der „équité sociale“ für Haushalte mit geringem Einkommen verwendet.

4) Soziale Maßnahmen

Der Klimawandel und die gesundheitlichen Auswirkungen der fossilen Energieversorgung treffen die sozial benachteiligten Bevölkerungsschichten besonders. Klimaschutz ist daher auch ein konkreter Beitrag zur sozialen Gerechtigkeit. Klimaschutzmaßnahmen müssen allerdings auch sozial eingebettet werden, um Energiearmut zu verhindern.

Luxemburg hat eine weitreichende Politik, um allgemeine Armut zu bekämpfen (Mindestlohn, REVIS, ...). Zusätzlich bestehen in Luxemburg eine Reihe von Maßnahmen, die den Menschen in Energiearmut gezielt helfen. Die Gesetze vom 1. August 2007 über die Organisation des Strommarktes und die Organisation

des Erdgasmarktes sehen vor, dass ein Haushaltskunde, der seine Strom- oder Gasrechnungen nicht bezahlen kann, Sozialhilfe vom zuständigen Sozialamt erhalten kann.

Das Gesetz vom 18. Dezember 2009 zur Organisation der Sozialhilfe sieht seinerseits vor, dass bei Anwendung der in den oben genannten Gesetzen zur Organisation des Strom- und Erdgasmarktes festgelegten Verfahren das zuständige Sozialamt eine Prüfung vornehmen muss, ob der Haushaltskunde in der Lage ist, seine Energierechnungen zu bezahlen und Anspruch auf Sozialhilfe hat.

Ein besonderes Augenmerk muss bei der Bekämpfung der Energiearmut auf dem Bereich des Wohnens liegen: In Luxemburg sind die steigenden Wohnungspreise zu einer großen sozialen Herausforderung geworden. Benachteiligten Bevölkerungsschichten stehen oft nur schlecht unterhaltene Mietwohnungen mit niedrigen energetischen Standards in Altbauten zur Verfügung. Die Regierung fördert daher gezielt die Schaffung von erschwinglichem Wohnraum. Die Energieeffizienz-Maßnahmen im Bereich des Wohnungswesens werden so ausgestaltet, dass sich gleichzeitig die nationale Energiebilanz und die Lebenssituation benachteiligter Bevölkerungsschichten verbessern.

Die Regierung wird zudem im Rahmen der nationalen langfristigen Renovierungsstrategie, die im kommenden Jahr ausgearbeitet wird, zusammen mit allen relevanten Akteuren innovative Programme ausarbeiten, welche Anreize zur Renovierung alter Wohnsubstanz schaffen und zugleich sozial benachteiligten Bürgern Wohnraum zur Verfügung stellen.

Zudem ist hervorzuheben, dass es derzeit bereits durch die Teuerungszulage (*Allocation de vie chère*) ein Programm gibt, das auch der Energiearmut entgegenwirkt. Zugleich kann die staatliche Mietsubvention Bedürftigen bei einer etwaigen Verteuerung einer Wohnung unter die Arme greifen. Es ist zudem hervorzuheben, dass die aktuelle Gesetzgebung verbietet, einen Haushaltskunden, der seine Strom- oder Gasrechnungen nicht bezahlen kann, vom Netz abzuschalten.

Das enorme Investitionsvolumen in den Ausbau der Infrastrukturen und die Einführung eines kostenlosen öffentlichen Transports ab 2020 sind sicherlich nicht nur verkehrspolitische, sondern auch eindeutig soziale Maßnahmen.

5) Staat und Gemeinden als Vorreiter

Bei der Nutzung von erneuerbaren Energien sowie der Verbesserung der Energieeffizienz wird die Regierung verstärkt eine Vorreiterrolle übernehmen bzw. vorantreiben. Dabei soll auf bereits bestehende Programme und deren Ergebnisse aufgebaut werden, aber auch neue Initiativen ergriffen oder entwickelt werden.

- *Ultraeffiziente öffentliche Gebäude*

Die Regierung entwickelt eine Strategie für „Nachhaltige und energieeffiziente öffentliche Gebäude“ im Neubau und im Bestand zur Verbesserung der Nachhaltigkeit, der Energieeffizienz und der Nutzung erneuerbarer Energien in öffentlichen Gebäuden. Die Prinzipien der Kreislaufwirtschaft und die relevanten gesundheitlichen Aspekte werden darin integriert. Darunter fällt die Einführung einer Verpflichtung zur Integration von Photovoltaikanlagen auf staatlichen Gebäuden, sowohl für Neubau als auch bei Renovierungen. Dies wird sich auch in einer Aufstockung des bestehenden Photovoltaik-Programms der Verwaltung für öffentliche Bauten

widerspiegeln. Ziel ist, dass bis 2025 alle geeigneten öffentlichen Gebäude mit Photovoltaikanlagen bestückt werden.

Die staatlichen Gebäude sollen zu den effizientesten aller EU-Mitgliedsstaaten werden. Zur besseren Bewertung und Verbesserung der Umweltleistung der bestehenden öffentlichen Gebäude soll zur Gebäudeverwaltung die obligatorische Nutzung des Umweltmanagement- und Umweltbetriebsprüfungssystems EMAS (Environment Management and Audit Scheme) eingeführt werden um die von den Gebäuden ausgehenden Umweltbelastungen zu minimieren und deren Leistungen kontinuierlich zu verbessern. In Luxemburg ansässige EU-Institutionen können hier als Vorbild dienen.

Des Weiteren entwickelt die Regierung zurzeit mit den respektiven staatlichen und kommunalen Akteuren (SNHBM, Fonds du logement, Fonds Kirchberg, Fond Belval, Agora, Entwicklungsgesellschaft Nordstadt) größere Wohnprojekte. Die Planung erfolgt in Richtung zero-CO₂, zero-waste, car free, sozial integrativ. Durch diese Projekte wird der Grundstein gelegt, dass ein relevanter Teil des zu erwartenden Bevölkerungszuwachses klimaneutral auf diesen Arealen erfolgt.

- *Luxembourg LED 2025 Initiative*

Die Regierung wird über ihre Verwaltungen die komplette Umstellung aller Beleuchtung von Straßen, öffentlichen Plätzen, Gebäuden, Bahnhöfen und Denkmälern von den bestehenden energieverschwendenden Leuchten auf energieeffiziente LED-Beleuchtung umsetzen.

- *Autofлотten*

Neben den öffentlichen Gebäuden soll auch die Autofлотtenpolitik des Staates hinsichtlich des Einkaufs, aber auch der Nutzung von Dienstwagen überarbeitet werden und ein effizienteres Flottenmanagement eingeführt werden. Andererseits soll der Anteil an Elektrofahrzeugen in der Flotte stetig gesteigert werden.

- *Nachhaltig Einkaufen*

Staatliche Verwaltungen werden beim Einkauf verstärkt auf Nachhaltigkeitskriterien zurückgreifen. Der durch die Überarbeitung der Gesetzgebung zur öffentlichen Auftragsvergabe („Loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics“) geschaffene Rahmen erleichtert es, neben der Preiskomponente auch andere Kriterien zur Auftragsvergabe heranzuziehen. Somit können vermehrt ökologische (life cycle), aber auch soziale Kriterien eine Rolle bei der Auftragsvergabe spielen. Die Standardisierung der Ausschreibungskriterien für verschiedene Produktgruppen wird helfen, die Hebelwirkung der öffentlichen Aufträge auf die Märkte zu entfalten. In diesem Rahmen soll auch die Digitalisierung weiter vorangetrieben werden, um langfristig weitestgehend auf Papier verzichten zu können.

- *Klimafreundliche Schulen*

Besonders wichtig ist es Schulen und deren Infrastrukturen verstärkt in den Fokus zu nehmen, da junge Leute Klimaschutz praktisch erleben und erlernen wollen. Im Rahmen des im Frühjahr 2019 organisierten Austauschs mit Schülern („ClimateXchange“) wurden zahlreiche Ideen zur Reduzierung des ökologischen Fußabdrucks von Schulen gesammelt. Neben der Steigerung der

Nutzung erneuerbarer Energien (sowohl Strom als auch Wärme) sollen nachhaltige Mobilitäts- bzw. Fortbewegungskonzepte, ebenso wie Elemente, die den Wasserverbrauch senken, bei der Planung bzw. bei umfassenderen Umbauarbeiten berücksichtigt werden. Oft ist es möglich und sinnvoll, die Schüler selbst in die Umsetzung ihrer Ideen einzubinden. So wurden beispielsweise bereits Solaranlagen gemeinsam mit Schülern auf Schuldächern realisiert. Um die kommenden Generationen verstärkt im Bereich der Nachhaltigkeit zu sensibilisieren sollen die Themen Energieeffizienz, erneuerbare Energien, Klimawandel und Nachhaltigkeit in den Unterricht integriert werden.

- *Weiterentwicklung des Klimapakts mit den Gemeinden – Klimapakt 2.0*

Zur Orientierung und Gestaltung der kommunalen Klima- und Energiepolitik verfügt Luxemburg mit dem Klimapakt über ein wirkungsvolles und gesetzlich verankertes Instrument zum Klimaschutz in den Gemeinden („Loi modifiée du 13 septembre 2012 portant création d'un pacte climat avec les communes“). Angesichts einer Vereinbarung im Koalitionsabkommen 2018-2023 sowie basierend auf einer breiten Akzeptanz bei den Gemeinden soll der aktuelle Klimapakt, welcher 2020 auslaufen wird, unter dem Namen Klimapakt 2.0 weitergeführt und weiterentwickelt werden. Der Klimapakt 2.0 soll damit insgesamt noch stärker als bisher als zentrales Umsetzungsinstrument der nationalen Energie- und Klimapolitik auf kommunaler Ebene verankert werden.

6) Forschung und Innovation

Luxemburg ist ein dynamisches Land in Bezug auf industrielle Forschung, Entwicklung und Technologie. Um den Übergang in eine emissionsarme Wirtschaft und Gesellschaft vollziehen zu können, sind erhebliche Anstrengungen bei der Unterstützung der technologischen Entwicklung, der Forschung und Entwicklungen neuer Technologien sowie sozialen Innovationen erforderlich. Die Entwicklungen von Aktivitäten in der Forschung und Innovation sind für die Wettbewerbsfähigkeit eines Landes von entscheidender Bedeutung, und deshalb investiert die Luxemburger Regierung erhebliche finanzielle und organisatorische Ressourcen in diese Aktivitäten.

Luxemburg beabsichtigt deshalb unter anderem das Investitionsvolumen im Bereich der Forschung und Entwicklung im Energiebereich kontinuierlich zu erhöhen und möchte sich dabei auf folgende Themenschwerpunkte besonders konzentrieren:

- Nachhaltige Gebäude und Baumaterialien – Energieeffizienz und Kreislaufwirtschaft, dezentrale erneuerbare Energien, indoor pollution
- Eco-Viertel made in Luxemburg - plus Energie Systeme, Auto freie Mobilität, sozial integrative Stadtplanung
- Integration der erneuerbaren Energien und der Elektromobilität in die digitalen Stromnetze, Energie-Internet und Sektorkopplung
- Territoriale und grenzüberschreitende Transformationsprozesse im Bereich Mobilität und Raumplanung
- Gesellschaftliche Transitionsprozesse und soziale Innovation in Richtung „climate positive lifestyles“

7) Green Finance und Climate solutions made in Luxembourg

Luxemburg hat bereits eine lange Erfolgsgeschichte in Sachen nachhaltige Finanzierung, von Mikrofinanzen bis hin zu grünen Anleihen. So wurde bereits 2006 „LuxFLAG“, eine dedizierte Agentur für Finanz-Kennzeichnung, gegründet. 2007 wurde die weltweit erste grüne Anleihe (EIB) an der Luxemburger Börse gelistet und 2016 wurde der „Luxembourg Green Exchange (LGX)“ gegründet. Der LGX ist die weltweit erste Plattform, welche sich ausschließlich grünen Wertpapieren widmet. Derzeit wird fast die Hälfte der weltweit gelisteten grünen Anleihen in Luxemburg gelistet.

Gestärkt durch die jüngsten Erfolge auf diesem Gebiet, stellten die zuständigen Minister gemeinsam mit der „United Nations Environment Programme-Finance Initiative“ im Oktober 2018 den Fahrplan für Luxemburgs nachhaltige Finanzierung, die „Luxembourg Sustainable Finance Roadmap [LSFR]“ vor. Dieser wird die führende Rolle des Finanzsektors im Bereich der nachhaltigen Finanzierung weiter festigen. Tatsächlich belegt Luxemburg Platz 4 beim Ranking im Global Green Finance Index.

Ziel des Fahrplans ist es, eine Bestandsaufnahme bestehender Initiativen im Bereich der nachhaltigen Finanzierung in Luxemburg zu erstellen, die Grundlagen für eine nachhaltige Finanzstrategie zu schaffen, um einen Beitrag zur Agenda 2030 und zu den Zielen des Pariser Klimaabkommens zu leisten und die führende Rolle des Finanzplatzes Luxemburg im Bereich der nachhaltigen Finanzierung zu festigen.

Der Fahrplan ist ehrgeizig im Hinblick auf Luxemburgs Beiträge zur nachhaltigen Entwicklung und zu europäischen und internationalen Klimainitiativen. Er ist wegweisend im Hinblick auf zukünftige Chancen und Herausforderungen.

Die Empfehlungen decken mehrere Facetten des Finanzplatzes ab, wie die Entwicklung von Finanzprodukten für nachhaltige Finanzierung, die Entwicklung von Aus- und Weiterbildungsprogrammen für die Bedürfnisse des Finanzsektors oder die Förderung von Innovation, um die Finanzierung einer nachhaltigen Entwicklung zu erleichtern.

In diesem Zusammenhang wird die Regierung die Schaffung günstiger Rahmenbedingungen unterstützen, um den Marktanteil nachhaltiger Finanzprodukte weiter zu steigern, um so dem luxemburgischen Finanzplatz eine führende Rolle im Bereich der nachhaltigen Finanzen zu geben.

In den kommenden Jahren sollen die Empfehlungen der LSFR durch weitere Analysen ergänzt werden, um einen maßgeschneiderten und umsetzbaren Aktionsplan zu erstellen. Um dies zu erreichen, wird eine öffentlich-private Entität, die „Luxembourg Sustainable Finance Initiative (LSFI)“ ins Leben gerufen, die relevante Akteure auf dem Gebiet der nachhaltigen Finanzierung zusammenbringt und von den zuständigen Ministern geleitet werden soll.

Diese Entität wird das ideale Forum für die Erstellung der nationalen Strategie für die nachhaltige Finanzierung Luxemburgs, basierend auf den Schlüsselementen der LSFR, bieten. Sie soll auch als Diskussionsplattform für die Prüfung der Machbarkeit und der Auswirkungen der Maßnahmen, die sich aus den Empfehlungen der LSFR ergeben, dienen.

Viele Studien zeigen zudem, dass Klimaschutz netto Arbeitsplätze schafft. Dies gilt insbesondere für Länder, in denen heute wenig Arbeitsplätze in Kohleminen, auf Erdgasfeldern und Ölbohrinseln bestehen.

In Luxemburg sind Investitionen in Solaranlagen - Windanlagen - Elektroladesäulen, Energieeffizienzmaßnahmen in der Industrie und im Mittelstand, der Aufbau von Wärmenetzen, die Kreislaufwirtschaft (circular economy) und besonders die energetische Renovation der bestehenden Gebäude notwendig. Die Regierung ist sich dessen bewusst und hat sowohl in der Grundausbildung als auch in der Weiterbildung (formation continue) entsprechende Initiativen eingeleitet.

Luxemburg sollte aber auch den Anspruch haben, im Bereich des Klimaschutzes zu einer „Start-Up Nation“ zu werden. Die Vorreiterrolle in Schlüsseltechnologien (Null-Energie Gebäude, Elektromobilität, Photovoltaik), der Ausbau der Energieforschung und der Innovation in Luxemburg, aber besonders die hohe Dichte an Kompetenz rund um „Green Finance“ bieten ein Umfeld, das es ermöglicht, in Luxemburg bestehende Firmen im Bereich des Klimaschutzes zu unterstützen und neue Firmen aus Europa und der ganzen Welt anzuziehen.

Im Folgenden werden nun die Sektor-spezifischen Maßnahmen erläutert.

Transport

Herausforderung

- 64,4% der gesamten CO₂ Emissionen in Luxemburg
- 38,1% durch Verkauf an LKW
- Stark wachsender Fuhrpark
- Fuhrpark mit extrem hohen CO₂-Emissionen

Maßnahmen – Individualverkehr

- Umsetzung der MODU 2.0 Strategie
 - o Verkehrsvermeidung
 - o Konsequenter Ausbau des öffentlichen Transports
 - o RGTR bis 2030 ganz auf elektrisch umstellen
- Umstieg auf Emissionsfreie Mobilität
 - o Roadmap Elektromobilität
 - o Prämie „clever fueren“
 - o Reform der Autosteuer und Überarbeitung der steuerlichen Vorteile beim Leasing

Maßnahmen – Logistik Sektor

- Optimierung im Rahmen des „Lean and Green“ Programms
- Schnelle Umstellung auf Elektromobilität

Maßnahmen – LKW Transit

- Differential der Akzisen zu BE, FR und DE reduzieren
- Förderung von Elektro-LKW und energieeffizienten Verbrennungsmotoren

Plus

- Reduzierung der Luftverschmutzung
- Reduzierung vom Stau
- Weniger Importabhängigkeit
- Reduzierung der Notwendigkeit von Tanklagern

Hintergrund

Fast zwei Drittel der Klima-Emissionen Luxemburgs außerhalb des Emissionshandels stammen vom Kraftstoffverkauf. Zwei Zahlen spiegeln die atypische Situation in prägnanter Weise wider. Rund 70% der Klima-Emissionen aus dem Kraftstoffverkauf entfallen auf im Ausland zugelassene Kraftfahrzeuge. Der Anteil der Lastkraftwagen liegt bei knapp 60% der Klima-Emissionen aus dem Kraftstoffverkauf. Der zunehmende fossil betriebene LKW-Verkehr ist nicht nur ein klima- und gesundheitspolitisches, sondern auch ein verkehrspolitisches Problem für Transitländer wie Luxemburg. Einen wesentlichen Einfluss auf den Volumen des verkauften Diesels und Benzins hat die Steuer- und Akzisenpolitik.

Der Verkehrssektor spielt demnach eine besondere Rolle bei der Dekarbonisierung der luxemburgischen Gesellschaft und Wirtschaft. Die Verbesserung bzw. die Optimierung der Mobilität kann jedoch nur durch die Einführung vieler verschiedener Maßnahmen stattfinden.

Geplante Maßnahmen

Luxemburg wird auf nationaler und europäischer Ebene weiterhin Regelungen unterstützen, welche den LKW-Verkehr reduzieren (z.B. Eurovignette) und den Umstieg des Gütertransports auf alternative Antriebe und auf die Bahn vereinfachen. Auch werden Initiativen zur Optimierung des Logistiksektors (Lean+Green) künftig weiter ausgebaut. Integrierte Raumplanung, Verkehrsvermeidung und der konsequente Ausbau der sanften Mobilität und des öffentlichen Verkehrs werden die Notwendigkeit des individualisierten Autoverkehrs reduzieren. Die verbleibenden PKW werden konsequent von dem heutigen „fossilen“ Zeitalter (Diesel und Benzin) auf klimafreundliche Alternativen (Elektromobilität, Wasserstoff) umgestellt werden. Diese schnelle Umstellung ist ein wesentlicher Beitrag zur Erreichung der luxemburgischen und europäischen Klima- und Energieziele.

MoDu 2.0 – Mobilitéit zesummen errechen

Bisherige Maßnahmen

Im Rahmen einer langfristigen, nationalen Mobilitätsplanung wurde am 23. Mai 2018 die Strategie für eine nachhaltige Mobilität „MoDu 2.0“ durch die Regierung angenommen. An den Grundprinzipien der Strategie „MoDu“ von 2012, nämlich der Multimodalität und Verstärkung des öffentlichen Transports sowie der aktiven Mobilität, wurde dabei festgehalten. Das strategische Ziel für 2025 ist es, den Verkehrsfluss zu den Hauptverkehrszeiten zu verbessern, wobei 20 % mehr Personen als im Jahr 2017 befördert werden müssen. Dabei soll der gewünschte Modal Split auf Arbeitswegen 46% Fahrer, 19% Mitfahrer, 22% ÖPNV, 9% Fußgänger und 4% Radfahrer betragen. Darüber hinaus wird die Regierung neue Ziele bis 2035 in ihrem Weiterentwicklungsprogramm vom Modu 2.0 im Laufe dieser Legislaturperiode festlegen.

Neue Maßnahmen

Fernarbeit (Télétravail) kann einen wichtigen Beitrag zu der Reduzierung der CO₂-Emissionen im Transport beitragen, da Menschen, die von Zuhause aus arbeiten, den Weg zu ihrem Arbeitsplatz einsparen. Im öffentlichen Dienst laufen bereits dementsprechende Pilot-Projekte. Die Regierung wird die stärkere Inanspruchnahme der Fernarbeit über bessere Rahmenbedingungen und steuerliche Maßnahmen fördern.

Emissionsfreie Mobilität

Bisherige Maßnahmen

Die Elektromobilität spielt eine besonders wichtige Rolle bei der Dekarbonisierung des Verkehrssektors in Luxemburg. Durch reglementarische Anpassungen, wie die Förderung von Leerrohren in Neubauten zur nachträglichen Installation einer Ladeinfrastruktur, den geregelten Aufbau eines öffentlichen Ladenetzes, sowie die Einführung einer Finanzhilfe beim Ankauf eines Elektrofahrzeuges, hat die Regierung den Grundstein für die Förderung gelegt.

Geplante Maßnahmen

Zum verstärkten Ausbau der Elektromobilität, und im Hinblick auf das Ziel des entsprechend vorliegenden Szenarios von 49% Elektroautos am Fahrzeugbestand 2030, wird Luxemburg eine detaillierte Roadmap ausarbeiten.

Im Rahmen der Förderung der Elektro-Mobilität in Luxemburg ist die grenzüberschreitende Dimension besonders wichtig, um den Umstieg für die über 200.000 Pendler und die in Luxemburg Ansässigen, welche viele Kilometer im Ausland fahren, attraktiv zu gestalten. Die Regierung wird entsprechende Initiativen auf der Ebene des Pentalateralen Forums (DE, FR, B, NL, LU, AU, CH) sowie auf der Ebene der Großregion ergreifen.

Die Regierung setzt sich auf EU-Ebene proaktiv für eine neue Gesetzgebung in Bezug auf „grüne Batterien“ ein. Bereits Anfang 2020 wird die EU-Kommission eine neue EU-Richtlinie auf den Tisch legen, welche für alle Batterien, die in Autos, Bussen oder anderwärtig eingesetzt werden, künftig in Europa eine 100% Recycling Quote für Lithium und andere in Batterien eingesetzte Materialien gesetzlich festlegt. Auch die Normen für die industriellen Prozesse, die für die Herstellung der Batterien notwendig sind, werden an strikte Kriterien gebunden. Zudem arbeitet die EU-Kommission mit Kanada, Japan und Südkorea an einem Abkommen zur Schaffung einer „sustainable mining Initiative“, um sicherzustellen, dass die in der EU eingesetzten Rohstoffe aus Abbaugebieten mit hohen Arbeitsschutzbedingungen kommen.

Damit auch der Wasserstoff seinen Teil zur Dekarbonisierung beitragen kann, muss die Herstellung des „grünen Wasserstoffes“, der über die Elektrolyse mittels erneuerbaren Energien wie Photovoltaik oder Windkraft erzeugt wird und so in vielen Bereichen Anwendung findet, sei es im Transport, in der Industrie oder auch in der Energiespeicherung, eine weitere Priorität sein. Die Errichtung einer Wasserstofftankstelle ist vorgesehen. Ein wesentlicher Bestandteil der Verhandlungen mit dem Inhaber ist die Zertifizierung und Lieferung des „grünen Wasserstoffes“, der, wie oben schon erwähnt, als Bedingung für die Inbetriebnahme unabdinglich ist. Dieser Standpunkt wird ebenfalls in Ausschüssen wie dem Pentalateralen Forum oder der Vereinigung „Hydrogen Europe“ vertreten. Luxemburg wird seinen Beitrag zum europaweiten Netz an Wasserstoff-Tankstellen Infrastrukturen leisten. Um längere Fahrten innerhalb Europas zu ermöglichen, sind Standorte entlang oder in unmittelbarer Nähe zu den Autobahnen am sinnvollsten. Die diesbezüglichen Studien befinden sich in der Ausarbeitung.

Neuwagen

Bisherige Maßnahmen

Obwohl die Kfz-Steuer für Fahrzeuge der Kategorie M1, die nach dem 1. Januar 2001 zugelassen wurden, nach CO₂-Ausstoß (gemäß EG-Übereinstimmungsbescheinigung) und Kraftstofftyp berechnet wird, ist deren aktuelle Lenkungswirkung gering.

Die aktuelle Regelung zur Besteuerung von Dienstwagen (40% aller in Luxemburg verkauften Neuwagen) stellt sowohl für Arbeitgeber als auch für Arbeitnehmer einen Anreiz zur Anschaffung bzw. Nutzung dieser Wagen dar. Seit dem 1. Januar 2017 wird der geldwerte Vorteil des Arbeitnehmers nach dem CO₂-Ausstoß pro km bemessen und soll somit zur Wahl emissionsärmerer Fahrzeuge bewegen.

Weiterführende Maßnahmen

Unter Berücksichtigung des Verursacherprinzips wird deshalb die Kfz-Steuer überarbeitet. Die überarbeitete Kfz-Steuer wird ausschließlich für Fahrzeuge gelten, die ab einem festzulegenden Datum neu angemeldet werden.

Der Koalitionsvertrag sieht außerdem vor, dass der geldwerte Vorteil der Dienstwagen ein weiteres Mal überarbeitet wird, mit dem Ziel, die Elektromobilität über diesen Weg zu fördern. Zudem sollen Arbeitnehmer, die sich für ein anderes Fortbewegungsmittel als das Auto entscheiden, nicht weiter benachteiligt werden. Es wird erwogen, ein „Mobilitätsbudget“ einzuführen, das dem für Dienstwagen gleichwertig ist.

Treibstoffverkauf und Transit-LKW reduzieren

Hintergrund

Die Regierung ist sich bewusst, dass Luxemburg seine Klima- und Energieziele nur erreichen kann, wenn verstärkte Maßnahmen beim Treibstoffabsatz allgemein und insbesondere beim Treibstoffexport an LKW ergriffen werden. Denn die CO₂-Emissionen werden laut dem Pariser Klimaschutzabkommen und den detaillierten EU-Rahmengesetzgebungen dort angerechnet, wo der Treibstoff verkauft wird. Die Kraftstoffpreise für Diesel und Benzin in Luxemburg sind im Vergleich zu den Nachbarstaaten günstig. Zur Reduzierung des Treibstoffexports müssen die Preisdifferenzen gegenüber den Nachbarstaaten folglich schrittweise verringert werden. In diesem Zusammenhang wird es gleichermaßen notwendig sein, die Abhängigkeit der öffentlichen Finanzen von den Einnahmen aus dem Verkauf von Kraftstoffen zu verringern und keine falschen Preissignale die Zunahme des fossil betriebenen LKW-Verkehrs zu unterstützen. Auf Einnahmen, die nicht mit den Zielen des Pariser Abkommens vereinbar sind, wird verzichtet.

Im Koalitionsvertrag wurde beschlossen, die Besteuerung von Mineralölprodukten, insbesondere von Kraftstoffen, im Einklang mit den Zielen des Pariser Klimaabkommens anzupassen. Eine erste Erhöhung der Akzisen auf Diesel (+2 € Cent pro Liter) und Benzin (+1 € Cent pro Liter) erfolgte am 1. Mai 2019.

Weitere mögliche Anpassungen

Ein interministerieller Ausschuss (Finanzen, Umwelt, Energie, Wirtschaft) überwacht und analysiert die Entwicklung der Kraftstoffverkäufe sowie die Auswirkungen der von der Regierung beschlossenen Maßnahmen. Hinsichtlich der Erfüllung der Klimaziele wird der Ausschuss, gemäß Koalitionsvertrag, Maßnahmen zur kontinuierlichen Verringerung der Auswirkungen der Kraftstoffverkäufe auf die Treibhausgasbilanz Luxemburgs identifizieren und der Regierung regelmäßig Anpassungsmaßnahmen vorschlagen. Bei zukünftig anfallenden Erhöhungen wird darauf geachtet, dass die unberechtigte Bevorzugung von Diesel gegenüber von Benzin abgebaut wird.

Industrie und KMU

Herausforderung

- Hoher Stromverbrauch (über 50% des nationalen Stromverbrauches)
- 13% der nationalen CO₂ Emissionen
- 22 Betriebe im ETS Handel

Maßnahmen

- Förderpaket Energieeffizienz (De-Risking Instrument, Transparenzplattform Audit, EEO, accord volontaire)
- Neue Industriehallen PV ready
- Kreislaufwirtschaft ausbauen

Plus

- Reduzierung der Energiekosten
- Neue Arbeitsplätze
- Neue Geschäftsfelder
- Klimapakt+ für KMU

Hintergrund

Die 22 größten industriellen CO₂-Verbraucher unterliegen dem EU-Emissionshandelssystem. Insgesamt stellte die Industrie im Jahr 2018 50% des Stromkonsums und 44% des Erdgaskonsums dar. Zusammen mit dem Dienstleistungssektor steigen die Anteile auf rund 62% bzw. 83%. Folglich müssen auch zusätzlich zum EU-Emissionshandelssystem weitere Anstrengungen hinsichtlich bestverfügbarer Technik, Energieeffizienz und erneuerbarer Energien unternommen werden. Diese werden die Kosten für Energie senken und damit einen wichtigen Beitrag zur Wettbewerbsfähigkeit leisten.

Der Industriesektor wird bei der Erreichung der angestrebten Energieeffizienzziele eine wichtige Rolle spielen, da dieser Sektor mit seinem hohen Anteil am Gesamtstromverbrauch von Luxemburg (50%) noch viel Einsparpotenzial bietet.

Geplante Maßnahmen

Deshalb wird die Regierung zusätzliche Maßnahmen einleiten (zum Beispiel: De-Risking, Transparenzplattform für Audits, Weiterführung des EEO), um es den Akteuren in der Industrie einfacher zu machen, selbst oder über Dritte in Energieeffizienz zu investieren. Die Regierung wird sich auch proaktiv an EU-Forschungsprojekten für zero-carbon steel, cement, Glas, usw. beteiligen.

In Luxemburg sieht das Koalitionsabkommen 2018 – 2023 die Schaffung eines integrierten Begleitinstruments für KMU vor, welches ergänzend zum „Accord volontaire“ und dem „De-Risking“-Instrument funktioniert und den entsprechenden Unternehmen einen Unterstützungsrahmen im Hinblick auf ihre Aktivierung im Rahmen der Energie- und Klimapolitik geben soll.

Gebäude

Herausforderung

- Starker Bevölkerungswachstum
- Hoher Anteil an Ölheizungen
- Wenige Anreize für effiziente Renovierung wegen niedrigen Energiepreisen
- Große Wohnungen

Maßnahmen – Wohngebäude

Bisherige Maßnahmen, welche weitergeführt werden

- Ausbau von Wärmenetzen
- Top Runner Programm für effiziente Stromhaushaltsgeräte

Neue Maßnahmen

- „Nearly Zero Energy Standard“ für Wohngebäude (Energieklasse A+)
- Ambitionierte Renovierungsstrategie (3% Renovierungsrate pro Jahr / 72% Renovierungstiefe)
- Extraprogramm für den Ersatz von Ölheizungen
- Extraprogramm für die Renovierung von geschützten Häusern

Maßnahmen – Zweckgebäude

Bisherige Maßnahmen, welche weitergeführt werden

- Ausbau von Wärmenetzen

Neue Maßnahmen

- „Nearly Zero Energy Standard“ für Zweckgebäude
- Aufbau eines Energieeffizienzmarktes für die Renovierung von großen Zweckgebäuden (De-Risking, EEO, Transparenzplattform Audit)

Plus

- Reduzierung der Energiekosten
- Reduzierung der Energiearmut
- Konkrete Hilfsstellung (Prime House, Klimabank, ...)
- Schaffung von Know-how
- Neue Arbeitsplätze
- Neue Geschäftsfelder

Hintergrund

Der Bereich der Gebäude (Wohn- und Zweckgebäude) ist zurzeit für etwa 12% der nationalen Klimaemissionen verantwortlich. In diesem wichtigen Bereich braucht es einen Mix aus Standards und Normen insbesondere für den Neubau, aber auch gezielte Förderprogramme für die energetische Modernisierung des bestehenden Gebäudeparks. Luxemburg ist weltweit ein Vorreiter bei den Energiestandards von neuen Wohngebäuden, da es die 2012 eingeführten neuen „nearly zero energy

standards“ als erstes Land bereits 2017 (und nicht erst wie in der EU-Richtlinie erlaubt 2021) eingeführt hat. Diese couragierte Politik erklärt auch, warum trotz des Anstiegs der Bevölkerung und der Neubauten, der Energiebedarf bei den Wohngebäuden zurückgegangen ist. Jetzt gilt es diese Erfolgsgeschichte auf die neuen Zweckgebäude auszuweiten. Ähnlich wie in allen EU-Ländern müssen auch in Luxemburg noch viele Anstrengungen im Bereich der energetischen Renovierung unternommen werden. In Luxemburg wird zwar viel renoviert, aber nicht genug energetisch renoviert.

Normen für neue Gebäude

Bisherige Maßnahmen

Da durch die dynamische Wirtschaft und Bevölkerungszuwächse der Neubau sowohl bei Wohnungen als auch bei Zweckbauten eine höhere Bedeutung hat als in anderen EU-Ländern, hat Luxemburg seit 2017 den gesetzlichen Energiestandard von Neubauten in etwa dem Anforderungsniveau des Passivhausstandards eingeführt.

Geplante Maßnahmen

Im Jahr 2020 wird dieses Gesetz novelliert. Für Wohngebäude wird eine neue Energieklasse A+ eingeführt. Für Zweckgebäude wird eine neue Norm, die sich an der erfolgreichen Norm für Wohngebäude orientiert, auf den Weg gebracht.

Neue detaillierte Gebäuderenovierungsstrategie

Geplante Maßnahmen

Eine Strategie zur Weiterentwicklung der bestehenden Gebäuderenovierungsstrategie ist in Luxemburg in Ausarbeitung und für März/April 2020 als Teil der Umsetzung der neuen EU-Gebäuderichtlinie geplant. Diese legt eine besondere Priorität auf hocheffiziente und qualitativ hochwertige Sanierungen, welche auch die ökologischen und kreislaufwirtschaftlichen Aspekte berücksichtigt. Solche hocheffizienten Gebäudesanierungen tragen mehr zum Klimaschutz bei als die reine Vorgabe von festgelegten Gebäuderenovierungsraten.

Zum Erfolg der Gebäuderenovierungsstrategie soll dabei das Zusammenspiel von Gebäudeeffizienz (Dach, Wände, Fenster, Keller) und einem Ausstieg aus den fossilen Heizungssystemen führen. Dies wird durch ein Heizölersatzprogramm und den Aufbau von Niedrigtemperaturwärmenetzen, die aus Abwärme von Industrie sowie aus Erneuerbaren Energiequellen (Tiefengeothermie, Wärmepumpen, nachhaltiges Holz) gespeist werden, ergänzt. Die nationale Gebäuderenovierungsstrategie wird in Zusammenarbeit mit allen Akteuren ausgearbeitet. Dabei werden insbesondere soziale Aspekte, Denkmalschutz Aspekte, sowie „Multi-Appartementshäuser“ detailliert diskutiert und spezifische Maßnahmen umgesetzt.

Energieversorgung (Strom und Gas)

Herausforderung

- Hohe Importabhängigkeit
- Hoher Stromverbrauch (Tendenz steigend)

Maßnahmen – Energieeffizienz

Bisherige Maßnahmen, welche weitergeführt werden

- Restanteil an Gas im Wärmenetz reduzieren durch Nutzung von Abwärme und Erneuerbaren

Neue Maßnahmen

- Energy Efficiency First (Ziel: 40-44%)
- Nearly zero Energy Building Standards für neue Wohn- und Zweckgebäude
- Ambitionierte Renovierungsstrategie (3% Renovierungsrate pro Jahr / 72% Renovierungstiefe)
- Aufbau eines Energieeffizienzmarktes (De-Risking, EEO, Transparenzplattform Audit)

Maßnahmen – Erneuerbare Energien

Bisherige Maßnahmen, welche weitergeführt werden

- Konsequenter Ausbau von Erneuerbaren Energien in allen Bereichen (Strom, Wind, Wärme, Transport)
- Strom:
 - o Einspeisetarife
 - o Ausschreibungen
 - o Konsequenter Ausbau von Windanlagen mit Beteiligung von Gemeinden und Bürgern
 - o Biomasse ausbauen
- Wärme:
 - o Wärmepumpen ausbauen
- Transport:
 - o Grüne Elektromobilität
 - o Zweite Generation Agrotreibstoffe

Neue Maßnahmen

- Strom:
 - o Solarverpflichtung bei Neubau wo sinnvoll
 - o Förderung des Eigenkonsums
- Wärme
 - o Mitteltiefe Geothermie erforschen und gegebenenfalls ausbauen
- Transport
 - o Grüner Wasserstoff

Maßnahmen – Strom- und Gasinfrastruktur

Bisherige Maßnahmen, welche weitergeführt werden

- Maximale Stromeffizienz auf allen Ebenen
- Modernisierung des Stromnetzes auf bestehenden Trassen
- Aufbau eines intelligenten Stromsystems
- Ausbau von Biogas

Neue Maßnahmen

- Keine öffentlichen Subventionen für fossiles Gas

Hintergrund

Durch den zur Erreichung der Ziele im Bereich der erneuerbaren Energien und der Dekarbonisierung notwendigen Ausbau erneuerbarer Energien wird Luxemburg seine Abhängigkeit von Stromimporten spürbar verringern können. Wegen der enormen Stromnachfrage durch die Industrie werden heimische Energieträger dennoch auch in Zukunft nur einen gewissen Beitrag zur luxemburgischen Energieversorgung leisten können. Im Bereich der Lastflexibilität strebt Luxemburg eine deutliche Erhöhung des Anteils aktiv am Strommarkt teilnehmender Verbraucher an (u.a. durch den Aufbau einer Energiedatenplattform).

Die gesteigerten Wärmeschutzverpflichtungen für neu zu errichtende Gebäude sowie die anberaumte Renovierungsstrategie für den Gebäudebestand werden die Nachfrage nach Erdgas nach unten revidieren.

Erneuerbare Energien

Geplante Maßnahmen

Die Luxemburger Regierung möchte die Offensive für erneuerbare Energien mit dem Ziel 25% bis 2030 beschleunigen und unterstützt die Weiterentwicklung durch Investitionshilfen und Subventionen für Einzelpersonen und Unternehmen. Die Windkraft, als eine von drei Kern-Technologien für Luxemburg (Wind, Solar, Biomasse), übertraf die Erwartungen des NREAP 2009 und wird dementsprechend weiter gefördert. Es wird ein neuer Anlauf für eine massive Nutzung im Bereich der Photovoltaik gestartet (zuletzt quasi Stagnation in der Entwicklung). Bei der Biomasse wird die Priorität auf die Kaskadennutzung oder Mehrfachnutzung (Rundholz für Sägewerke für die Möbelindustrie und das Baugewerbe, Alt und Restholz für Spannplattenwerk, Abraum- und Rückbauholz für KWK Anlagen) und die Nachhaltigkeitskriterien (Holznutzung aus der Großregion Saarlor-Lux) verbessert. Außerdem sollen neue Wege wie zum Beispiel die Geothermie stärker erforscht und gefördert werden. Ziel Luxemburgs ist es ein proaktiver Akteur der Energiewende zu werden an der sich die gesamte Bevölkerung beteiligen soll. Zusätzlich zu dem Ausbau in Luxemburg wird die Regierung sich auch aktiv am Ausbau der erneuerbaren Energien in Europa über die in der neuen Richtlinie 2018/2001 zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Quellen vorgesehenen Instrumente beteiligen.

Windkraft

Hintergrund und bisherige Maßnahmen

Schon jetzt stammt ein großer Teil der Produktion an erneuerbaren Energien in Luxemburg aus der Windkraft (installierte Leistung im Jahr 2018: 123 MW bei 69 Anlagen). Momentan befinden sich rund 10 Windparkprojekte, welche die strategische Umweltprüfung sowie andere vorgeschriebenen Impaktstudien schon teilweise durchlaufen haben, in der Entwicklungs- und Finalisierungsphase für das Jahr 2020, und werden voraussichtlich Strom für ungefähr 50.000 weitere Haushalte pro Jahr produzieren.

Geplante Maßnahmen

Die bestehende Einspeisevergütung/Marktprämie wird weitergeführt, und aktuell bestehende Hürden sollen, wenn möglich, abgebaut werden. Auch wird die Möglichkeit der finanziellen Beteiligung von Gemeinden und von den Bürgern weiterhin im Mittelpunkt der Entwicklung stehen. Dies sorgte bisher für eine recht hohe Akzeptanz für Windkraftanlagen in der Bevölkerung und wird dies auch weiter tun.

Solarenergie

Hintergrund

Die Solarenergie spielt aufgrund ihres großen Potenzials und der vielfältigen direkten Nutzung eine zentrale Rolle im Energiemix des Landes und soll in den kommenden Jahren noch viel stärker ausgebaut werden. Im Bereich der Photovoltaik befindet sich Luxemburg aktuell in der europäischen Union auf dem 6. Platz in Bezug auf die installierte Leistung pro Einwohner, mit einer Gesamtanzahl von 6990 Photovoltaikanlagen (2018). Ziel der Regierung ist es, in diesem Ranking bis 2030 einen Spitzenplatz einzunehmen.

Um die Investitionen in die Solarenergie in Luxemburg attraktiv zu gestalten werden folgende Fördermechanismen eingesetzt:

- Einspeisetarife

Bisherige Maßnahmen

Die Anhebung der Einspeisetarife im Jahr 2019 zielen darauf ab, in Luxemburg eine möglichst hohe Auslastung der Gebäudedächer (sowie anderer versiegelter/landwirtschaftlich nicht nutzbarer Flächen) mit Photovoltaikanlagen zu erreichen. Attraktive Einspeisetarife für Kleinanlagen bis 10 kW sollen allen Haushalten ermöglichen, eine eigene Anlage zu installieren, auch im Hinblick auf eine spätere Eigenverbrauchsnutzung. Kooperativanlagen werden nach wie vor separat gefördert. Jedem Bürger soll so die Möglichkeit gegeben werden, sich an der Energiewende zu beteiligen. Nach Einführen einer neuen Kategorie können kollektive Anlagen nun in der Bandbreite von 30 bis 500 kW auf einen Einspeisetarif zurückgreifen. Gemeinden werden angeregt, ihre Dachflächen Kooperativen zur Verfügung zu stellen. Zurzeit sind mehr als 100 solcher großen „Bürgersolarenergieanlagen“ in der Planung.

- **Ausschreibungen**

Bisherige Maßnahmen

Um den Ausbau der Photovoltaik in Luxemburg zu beschleunigen, wurde 2018 erstmals eine Ausschreibung für große Photovoltaikanlagen (≥ 500 kW) organisiert. 15 MW Leistung auf Gebäuden sowie Industrieflächen/Deponien erhielten den Zuschlag. Die zweite Ausschreibung über 40 MW erfolgte im Herbst 2019 und sieht nun unter anderem eine spezifische Kategorie für Carports („ombrières“) vor und lässt auch Anlagen zwischen 200 und 500 kW Leistung zu.

Geplante Maßnahmen

Ausgehend von den Ergebnissen und Analysen dieser beiden Ausschreibungen wird 2020 anschließend ein Mehrjahresplan für Ausschreibungen veröffentlicht, in dem das ausgeschriebene Volumen sukzessive pro Jahr erhöht wird, damit die Zielsetzung im Bereich Photovoltaik erreicht wird.

- **Eigenverbrauch**

Bisherige Maßnahmen

Der Einbindung von Eigenverbrauchs-Konzepten (in Verbindung mit Energiespeichern) sowie Energiegemeinschaften wird im Bereich PV hier eine neue, besondere Rolle zugeschrieben. Beide Konzepte, wie in der Richtlinie 2018/2001 vorgesehen, wurden bereits in einer Gesetzesänderung (über den Elektrizitäts-Markt) eingeschrieben, damit zügig begleitende Maßnahmen und Fördermaßnahmen umgesetzt werden können.

Geplante Maßnahmen

Im PV-Gesamtkonzept – attraktive Tarife für Kleinanlagen, gesonderte Kategorien für Kooperativen zwecks Bürgerbeteiligung, Ausschreibungen für größere und große Anlagen ab 200/500 kW – soll, was den Eigenverbrauch angeht, die Kategorie „30-200 kW“ speziell visiert werden, um hier Anreize für KMU und Bürogebäude zu schaffen.

Wärmepumpen

Hintergrund und bisherige Maßnahmen

Durch die verbesserten Wärmeschutzverordnungen für Wohn- und Zweckgebäude werden Wärmepumpen zur Referenztechnologie bei neuen Gebäuden. Das realisierbare Potenzial der Nutzung von oberflächennaher Erdwärme in Verbindung mit Wärmepumpen wird auf rund 180 GWh/a geschätzt. Wärmepumpen sind eine vielfältig einsetzbare Technologie zur Nutzung erneuerbarer Energie- sowie Energieeffizienztechnologien und erweisen sich in gut gedämmten Gebäuden als besonders wirksame Heizsysteme.

Geplante Maßnahmen

Die Regierung will diese Technologie weiterhin mittels finanzieller Hilfen und einer verbesserten Informationspolitik (z.B. aktualisierte Restriktionskarte via Geoportal) fördern und ausbauen.

Mitteltiefe Geothermie

Geplante Maßnahmen

Das Potenzial der mitteltiefen Geothermie soll systematischer identifiziert und für entsprechende Projektgebiete entsprechend konsequenter berücksichtigt werden. Ziel ist es, die vorhandenen Unsicherheiten und Risiken zu verringern und den Ausbau der Geothermienutzung bei sinnvollen Standorten zu fördern. Im Fokus steht dabei vor allem die Gegend um Düdelingen und Esch-Alzette.

Biomasse

Bisherige Maßnahmen

Förderung der Biomasse fand in den letzten Jahren vor allem Anwendung im Bereich der KWK-Anlagen. Für große Anlagen (> 20MW) sieht die neue Richtlinie 2018/2001 Nachhaltigkeitskriterien für die Nutzung von Biomasse vor.

Geplante Maßnahmen

Erklärtes Ziel ist, dass Biomasse ausschließlich aus der Großregion für die Energiegewinnung beschafft wird. Generell soll bei der Nutzung von Holz das Prinzip der Kaskadennutzung stärker verankert werden. Die luxemburgische Regierung prüft in diesem Zusammenhang, das Erstellen eines eigenen Nachhaltigkeitssiegels, der an das Label „Holz vun hei“ gekoppelt werden könnte. Außerdem, sieht der Gesetzesentwurf des „code forestier“ ebenfalls bessere Nachhaltigkeitskriterien für die nationale Forstwirtschaft vor.

Biokraftstoffe

Geplante Maßnahmen

Im Rahmen der Emissionssenkungen der konventionellen Verkehrsteilnehmer soll eine gesamtheitliche Strategie zur Nutzung von nachhaltigen Biokraftstoffen erarbeitet werden. Dabei spielt die Beimischung von Biokraftstoffe der 1. Generation zu den fossilen Kraftstoffen aufgrund ihrer weniger positiven CO₂-Bilanz eine beschränkte Rolle. Die Luxemburger Regierung wird die Nutzung von Biokraftstoffen der 2. Generation durch die Beimischungspflicht und Kooperationen insbesondere mit den Beneluxpartnern fördern. Im Regierungsprogramm wurde festgehalten, die Verwendung von Biokraftstoffen der 1. Generation auf höchstens 5% zu begrenzen um die Verwendung von Biokraftstoffen der 2. Generation, die als nachhaltiger gelten, zu fördern.

Energieeffizienz

Bisherige Maßnahmen

Neben den bereits erwähnten Maßnahmen im Gebäudebereich (neue Standards, Renovierungsstrategie) und den Maßnahmen im Bereich Industrie, wird die Regierung das bestehende EEO (Energy Efficiency Obligation) nach 2020 weiterführen. Um den Artikel 7 der Richtlinie 2012/27/EU für die Periode bis 2020 in nationales Recht umzusetzen, hat Luxemburg im Jahr 2015 ein nationales System der Energieeinsparverpflichtungen eingeführt.

Geplante Maßnahmen

Nach Anlaufschwierigkeiten haben einige verpflichtete Parteien mittlerweile ihre Ressourcen besser aufgestellt, in Strukturen investiert und Konzepte erarbeitet, um die Wirksamkeit des Mechanismus zu verbessern.

Aus diesen Gründen ist die Luxemburger Regierung entschlossen, das Energieeinsparverpflichtungssystem für die Periode 2021 bis 2030 weiter zu führen und zu optimieren, um der Pflicht des Artikel 7 der geänderten Energieeffizienzrichtlinie nachzukommen.

Auch werden sich durch die Schaffung neuer Instrumente im Bereich der Energieeinsparung der Industrie, des Mittelstands und der großen Bürogebäude (De-risking Finanzinstrument, Transparenzplattform für Audits, Vorbildfunktion der öffentlichen Gebäude) mehr Möglichkeiten für Investitionen in Energieeffizienz für die “parties obligées” ergeben. Das Endenergie-Einsparziel für die Periode 2021 - 2030 wird auf 1,2 bis 1,5% jährlich Einsparung der Endenergie festgelegt werden und alle Sektoren umfassen. Außerdem wird in der Weiterentwicklung des Verpflichtungssystems eine Neuausrichtung der Strafen bei Verfehlung festgelegt werden, die die Nichteinhaltung der Einsparverpflichtung teurer macht als die Investitionen zur Erfüllung der Ziele. Damit der Rahmen rechtzeitig für den Start der neuen Periode (1.1. 2021) in Kraft ist, werden die Details für die Periode 2021-2030 in der vorgezogenen Umsetzung der EED II (Revidierte Energieeffizienzverordnung) oder über die aktuelle Revision des Stromgesetzes erfolgen.

Land- und Forstwirtschaft

Herausforderung

- Klimaschutz und Anpassung der Anbausysteme an den Klimawandel
- Reduktion des Ausstoßes von klimaschädlichen Treibhausgasen

Maßnahmen

- Nachhaltige ressourcenschonende Anbaumethoden
- Reduzierung der Stickstoffdüngung auf Acker- und Grünland
- Strategie zur Reduzierung von Methanemissionen
- Verbot vom Umpflügen von Dauergrünland
- 20% Biolandwirtschaft bis 2025
- Innovation und Weiterentwicklung der Beratung
- Schutz und Anpassung der bestehenden Waldflächen
- Nachhaltige Waldbewirtschaftung
- Vermeiden von Lebensmittelverschwendung

Plus

- Ressourcenschonende landwirtschaftliche Flächennutzung
- Speicherung von CO₂
- Verstärkte Nutzung von Holzprodukten im Bausektor

Land- und Forstwirtschaft sind sowohl Akteure als auch Betroffene des Klimawandels. Einerseits nehmen sie durch die Freisetzung von Treibhausgasen bzw. Speicherung von Kohlenstoff direkt Einfluss auf die Entwicklung der Treibhausgaskonzentrationen in der Atmosphäre. Andererseits beeinflussen Klimaveränderungen die landwirtschaftlichen und forstwirtschaftlichen Produktionsbedingungen.

Durch eine vorausschauende Anpassung an den Klimawandel soll es der Luxemburger Landwirtschaft und Forstwirtschaft gelingen, ihre Produktion und die gemeinwirtschaftlichen Leistungen langfristig zu sichern bzw. zu steigern.

Im Sonderbericht des IPCC über Klimawandel und Landsysteme werden die schon weltweit beobachteten Auswirkungen des Klimawandels auf natürliche terrestrische Ökosysteme, Landdegradation und Ernährungssicherheit hervorgehoben. Die Häufigkeit und Intensität einiger extremer Klima- und Wetterereignisse, die sich auf die Landoberfläche auswirken, haben zugenommen. Die Anfälligkeit von Landökosystemen und -ressourcen sowie der Ernährungssicherheit in Bezug auf den Klimawandel werden aufgezeigt. Der Klimawandel wird voraussichtlich die schon bestehenden Herausforderungen der Landsysteme verstärken, was hohe Risiken für die Lebensgrundlagen und das Wohlergehen der Bevölkerung mit sich bringt.

Alle im Bericht ausgewertete Minderungspfade, die die Erwärmung auf 1,5 °C oder deutlich unter 2 °C begrenzen, erfordern landgestützte Minderungsmaßnahmen und Landnutzungsänderungen, die CO₂ aus der Atmosphäre entfernen. Der Bericht zeigt auch, dass es viele landgestützte Minderungsmaßnahmen gibt, welche nicht mit der Landnutzung in Konkurrenz stehen (wie nachhaltige landwirtschaftliche Praktiken und Agroforstwirtschaft) und das Potenzial haben zusätzliche Nutzen zu haben. So können

beispielsweise Ernährungsumstellung, Verringerung von Nahrungsmittelverschwendung und -verlust den Druck auf das Land verringern und gleichzeitig zur Beseitigung der Armut sowie zur Verbesserung von Gesundheit und Hygiene beitragen.

Düngemittel

Bestehende Agrarumweltmaßnahmen

Im Sinne des oben erwähnten IPCC Sonderberichtes wurde eine erste Gruppe von Maßnahmen identifiziert, welche zu einer Minderung der THG-Emissionen in der Landwirtschaft führt, in dem sie den reduzierten Einsatz von (stickstoffhaltigen) Düngemitteln, und lokal teilweise selbst den Verzicht auf (stickstoffhaltige) Düngemittel propagieren. Diese Maßnahmen beinhalten Agrarumweltmaßnahmen, die im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik (GAP) der EU definiert werden und Programme zur Reduzierung der Stickstoffdüngung auf Ackerland und Grünland, aber auch den Verzicht von Düngung zum Beispiel auf Blühstreifen und Ackerrandstreifen, umfassen.

Zukünftige Förderung umweltschonender Techniken

Eine zweite Gruppe von Maßnahmen betrifft die Ausbringung von organischem Wirtschaftsdünger und mineralischem Stickstoffdünger. Diese werden im Rahmen der Agrarumweltmaßnahmen und der NEC-Direktive umgesetzt und beinhalten die Förderung von umweltschonender Technik bei der Gülleausbringung, das Pralltellerverbot ab 2025 und das Verbot von offenen neuen Gülle- bzw. Biogasgüllebehältern, sowie eine Unterstützung zur Abdeckung bestehender Offenbehälter. Dies sind ebenfalls alle Maßnahmen, die zu einer Minderung von THG-Emissionen führen.

Biogas

Im Sinne der Kreislaufwirtschaft wird die Energiequelle Biogas weiterhin gefördert. Dabei sollen organische Wirtschaftsdünger tierischer Herkunft prioritär in Biogasanlagen verwertet werden und somit gleichzeitig eine Senkung der Methanemissionen erzielt werden. Die Koalitionsvereinbarung sieht vor, dass eine Strategie zur Senkung der Methanemissionen erstellt wird.

Zukünftige Extensivierung der landwirtschaftlichen Flächennutzung

Eine Reihe von Maßnahmen im Rahmen der Agrarumweltmaßnahmen, des Aktionsplans für die biologische Vielfalt in der Landwirtschaft und des Wasserschutzgesetzes, werden zu einer Extensivierung der landwirtschaftlichen Flächennutzung führen, insbesondere in sensiblen Gebieten, aber auch bei der Förderung der Beweidung von Milchkühen. Des Weiteren sieht der Koalitionsvertrag vor, dass der biologische Anbau bis 2025 mindestens 20% der landwirtschaftlich genutzten Flächen erreicht (und 100% bis 2050), was zu einer Extensivierung der landwirtschaftlichen Nutzung beitragen wird. Weiterhin werden die Maßnahmen im Rahmen der Begrünung und der Landschaftspflegeprämie auch zu einer Reduzierung der THG-Emissionen beitragen. Insgesamt soll die Landwirtschaft weiter bodengebunden bleiben.

Innovation und Weiterentwicklung der Beratung

Eine Weiterentwicklung der Beratung sowie die Diversifizierung der angebotenen Beratungsmodule, die eine klimaschonende und -resiliente, umweltschonende und ökonomische Pflanzen- und Tierproduktion propagiert, ist eine weitere Maßnahme die zur Reduzierung der THG-Emissionen beitragen wird. In

diesem Sinne wird jedes vom Staat finanziell unterstützte, große Investitionsprojekt in der Landwirtschaft künftig einer wirtschaftlichen, sozialen, ökologischen und energierelevanten Analyse unterzogen. Darüber hinaus werden Nachhaltigkeitschecks für landwirtschaftliche Betriebe eingeführt. Ferner gilt es das Wissen bezüglich Klimawandel und Landwirtschaft auszubauen und die Innovation durch relevante Forschungsprojekte hinsichtlich der Luxemburger Landwirtschaft voranzutreiben.

Vermeiden von Lebensmittelverschwendung

Das Vermeiden von Lebensmittelverschwendung trägt entscheidend zur Emissionsreduktion bei. Die Kampagne „Antigaspi“ muss weitergeführt und intensiviert werden, um Abfälle entlang der gesamten Ernährungskette zu vermeiden.

Speicherung von CO₂

Neben der Forstwirtschaft bietet der landwirtschaftliche Sektor eine Karbonsenke, welche CO₂ aus der Atmosphäre aufnimmt und somit zum Erreichen der Ziele im Pariser Abkommen unumgänglich ist. In diesem Bereich, ist das bestehende Verbot des Umpflügens von Dauergrünland in sensiblen Gebieten sowie die Förderung von reduzierter Bodenbearbeitung und Deckfrüchten hervorzuheben. Auch die Verpflichtung zur Diversifizierung der Kulturen im Rahmen der Agrarumweltmaßnahmen und der Ökologisierung stellen Maßnahmen dar, welche die Karbonsenken erhöhen. Die Agroforstwirtschaft würde sich an dieser Stelle positiv auswirken.

Forstwirtschaft

Folgende Maßnahmen wurden bisher umgesetzt:

Alle relevanten Maßnahmen im Bereich der Forstwirtschaft wurden im nationalen Anrechnungsplan für die Forstwirtschaft aufgelistet (Verordnung (EU) 2018/841). Hierzu zählen, insbesondere, der Schutz der bestehenden Waldflächen, eine nachhaltige Waldbewirtschaftung und die Ausweisung von naturnahen Waldflächen. Basierend auf diesen bereits bestehenden Maßnahmen, wurde ein Referenzwert für Wälder erstellt, welcher als Grundlage für die Verbuchungsvorschriften in der Forstwirtschaft dient. Um keine Emissionen in der Forstwirtschaft zu verbuchen, werden diese bestehenden Maßnahmen beibehalten.

Neue Maßnahmen werden bestehende Beihilfen ergänzen:

Im Hinblick auf eine Verstärkung der naturnahen und klimaresilienten Waldbewirtschaftung werden neue Förderprämien eingeführt. Zur Steigerung der CO₂-Senken werden Maßnahmen zur Aufforstung und Erhöhung des Holzvolumens im Wald ergriffen. Darüber hinaus wird eine verstärkte Nutzung von Holzprodukten im Bauwesen und eine verbesserte Kaskadennutzung von Holz den CO₂-Speichereffekt verlängern.

Abfall, Abwasser und Kreislaufwirtschaft

Maßnahmen

- Zero Waste-Strategie Luxemburg
- Strategie für Klärschlamm
- Wärmeauskopplung Müllverbrennung
- Kreislaufwirtschaft

Im Abfallsektor sind alle Maßnahmen im nationalen Abfallwirtschaftsplan aufgelistet. Zusätzliche Maßnahmen werden mit der neuen Abfallverordnung eingeführt. In Bezug auf die Treibhausgasemissionen sind hier in erster Linie Maßnahmen relevant, welche eine Reduzierung des Abfallaufkommens erzielen. Insbesondere soll die Lebensmittelverschwendung bis 2022 um 50% gesenkt werden.

Zero Waste Luxembourg

Bestehende Vorgaben

Der aktuelle Abfall- und Ressourcen Management Plan (2018) gibt bereits unter anderem Zielsetzungen bezüglich Vermeidung, Recycling und verschiedene Abfallfraktionen vor. So werden bereits heute Recyclingquoten für Verpackungen von 70 % in 2022 angestrebt. Eine Überarbeitung der gesetzlichen Grundlagen der Abfallwirtschaft wird die nötigen Impulse liefern.

Neue Abfallstrategie

Weitere strategische Aspekte werden in einer „null Offall Lëtzebuerg“-Strategie bzw. einer Kreislaufwirtschaft-Strategie festgelegt. Die Arbeiten bezüglich der „null Offall Lëtzebuerg“-Strategie haben bereits begonnen und wurden durch öffentliche Anhörungen begleitet. Diese Strategie soll die heutige Abfallwirtschaft zu einer Wirtschaftsweise führen, in welcher das Ressourcenmanagement verstärkt im Mittelpunkt steht.

Kreislaufwirtschaft

Die Kreislaufwirtschaft kann einen zusätzlichen Beitrag zur Minderung der THG-Emissionen leisten, der über die anderweitig beschriebenen Maßnahmen hinausgeht. So geht aus einer Studie von 2018 hervor, dass die europäischen Emissionen der Schwerindustrie um bis zu 50 % bis 2050 gesenkt werden können, wenn eine zirkuläre Wirtschaft konsequent umgesetzt werden würde.

Kreislaufwirtschaft klar definieren

Auf der Grundlage der Kreislaufwirtschaft Studie (2014) und dem Rifkin-Prozess ist es wichtig, sich eine Definition der zirkulären Wirtschaft in Luxemburg zu geben um sicher zu stellen, dass sektorenübergreifend alle Akteure das gleiche Verständnis erlangen. Diese Definition ist ebenfalls wichtig um die sozialen Aspekte, welche mit der Umstellung zu einer zirkulären Wirtschaft verbunden sind, zu erfassen und bestmöglich zu begleiten. Ein Wandel zu einer zirkulären Wirtschaft kann nur durch einen gesellschaftlichen Wandel einhergehen, welcher weg von dem reinen Konsumverhalten führt und wieder vermehrt auf soziale Kontakte setzt. Wirtschaftliche Konzepte, welche dieser Herausforderung gerecht werden sind z.B. der Aufbau von „Sharing Initiativen“ und Kooperativen oder der Ausbau von

Serviceangeboten. Ein weiterer wichtiger Punkt hinsichtlich einer Entwicklung zu einer zirkulären Wirtschaft ist die Förderung der Regionalität.

Ein zentraler Aspekt in der zirkulären Wirtschaft ist das Ressourcenmanagement, welches stark von der Abfallgesetzgebung definiert wird. Nur wenn eine klare Kaskadennutzung weiter promoviert wird, gelingt eine Umstellung von der linearen Wirtschaftsweise hin zu einer zirkulären Wertschöpfung. Der Aufbau einer Kaskadennutzung lässt sich nur bewerkstelligen, wenn bereits in der Designphase die nötigen Weichenstellungen getroffen werden um die Weiternutzung bzw. die Wiedernutzung der Ressourcen zu bewerkstelligen.

Neues Lenkungsgremium

Neben diesen strukturierenden Maßnahmen müssen insbesondere die Unternehmen bei der Umstellung begleitet werden. In diesem Kontext wird eine Materialflussanalyse angefertigt werden, welche die Ströme identifiziert, für die eine zirkuläre und regionale Wertschöpfung möglich erscheint. Es soll ein Lenkungsgremium für Unternehmen geschaffen werden um eine gewisse Hilfestellung zu geben. Des Weiteren soll das wirtschaftliche Umfeld kontinuierlich angepasst werden, um zirkuläre Geschäftsmodelle zu fördern.

Förderung für nachhaltiges Bauen weiterentwickeln

Ferner wird der Bausektor begleitet und unterstützt werden, um nachhaltiges Bauen und die zirkuläre Wirtschaft weiter voranzutreiben. Diesbezüglich werden zusammen mit den verschiedenen Akteuren des Sektors nationale Kriterien für nachhaltiges und zirkuläres Bauen definiert und entwickelt, mit dem Ziel, eine Datenbank, die auch mit der BIM-Arbeitsmethodik kompatibel ist, zu erstellen. Zusätzlich werden auch die rechtlichen und regulatorischen Maßnahmen, die umgesetzt werden müssen, um die Umsetzung des nachhaltigen Bauens in Luxemburg sicherzustellen, analysiert. Die Anstrengungen zur Stärkung des Holzbaus sollen weiterverfolgt werden. Insbesondere dieser Baustoff weist durch seine Möglichkeiten der Kaskadennutzung, der möglichen Regionalität und des reduzierten Klimaimpakts ein Potential auf, welches verstärkt genutzt werden soll.

Des Weiteren soll ein nachhaltiges Leben und der Ökologie- und Kreislaufwirtschaftsgedanken innerhalb von Quartieren durch zum Beispiel die Förderung von sharing economy und urban farming Projekten unterstützt werden.

Schließlich soll die zirkuläre Wertschöpfung in den Gewerbe- und Industriegebieten weiter vorangetrieben werden. Wichtige Aspekte, welche auch eine direkte Wirkung auf die Klimagasemissionen haben, sind in diesem Kontext die effiziente Nutzung der Energie, d. h. beispielsweise die Nutzung der Abwärme, die Nutzung der Dachflächen für Solarenergie oder auch die Reduktion des Mobilitätsbedarfs.

Siedlungswasserwirtschaft

Im Bereich der Siedlungswasserwirtschaft wird Luxemburg zunehmend mit der Problematik des Klärschlammes konfrontiert sein. Mit dem Bevölkerungs- und Wirtschaftswachstum nehmen die Größe der Kläranlagen und die Menge des erzeugten Klärschlammes zu. Um auf nationaler Ebene nachhaltige Lösungen für die Rückgewinnung (Energierückgewinnung, Phosphorrückgewinnung usw.) oder die Beseitigung von Schlamm vorzuschlagen, sieht das Regierungsprogramm die Umsetzung einer Strategie auf nationaler Ebene vor. Eine Studie soll erste Ergebnisse bis Ende 2020 liefern. In der Strategie für die

Anpassung an den Klimawandel in Luxemburg (2018-2023) werden außerdem Handlungsempfehlungen erstellt, um die Aspekte des Klimawandels in die Konzeption von Abwassersystemen zu integrieren. Das Abwasserrecycling soll weiter gefördert werden und die effektive Nutzung von Grauwasser (z.B. thermische Nutzung) soll weiterentwickelt werden.